

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 21 MAI 1970
N° 455, 1,50 F



ordre nouveau

L'élection partielle du XII^e Arrondissement

Exclusif

Depuis plus d'un mois, le quart des travailleurs sont en grève générale à la Réunion. Tribune rompt le mur du silence qui entoure cette lutte.

Page 14

Politique intérieure.

Les policiers assistent au meeting d'« Ordre Nouveau » : ils protègent ses colleurs d'affiches ; ils attendent les gauchistes de pied ferme. Jean Verger démonte le scénario imaginé par Marcellin.

Page 18

Congrès

Jacques Ferlus a rendu compte la semaine dernière des travaux du 35^e congrès de la C.F.D.T. Il revient sur ces assises cette semaine en analysant leur signification politique.

Page 4

A l'occasion de l'élection partielle du XII^e arrondissement de Paris, le P.S.U., Lutte Ouvrière, la Ligue Communiste, l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, ont décidé de soutenir la liste d'Union des Forces socialistes et révolutionnaires composée de :

— Philippe Simon, titulaire, secrétaire fédéral du P.S.U.

— Théodore Topolansky, suppléant, de Lutte Ouvrière.

Signification de cette liste

Pourquoi une liste d'Union des Forces socialistes et révolutionnaires ? Parce que le courant révolutionnaire qui est apparu dans ce pays depuis Mai 68 entend proposer aux travailleurs et à l'ensemble de la population laborieuse des solutions socialistes face à une « nouvelle société » incapable de satisfaire les aspirations populaires.

Cette candidature se place dans le prolongement des actions menées par ces organisations contre la répression, pour le respect des droits démocratiques dans l'armée, pour des transports en commun bon marché et confortables, pour un urbanisme libéré de la spéculation et tout entier au service de la population.

Les luttes de la classe ouvrière

Certaines de ces campagnes ont été menées en commun par différentes organisations révolutionnaires. Le soutien à la liste d'Union des Forces socialistes et révolutionnaires constitue un pas de plus vers le regroupement des révolutionnaires. Il apparaîtra comme une contribution à la construction du parti révolutionnaire dont les travailleurs ont besoin pour mettre à bas le régime capitaliste et permettre la victoire du socialisme.

La résistance de la classe ouvrière a jusqu'à présent battu en brèche la politique gouvernementale de concertation et d'intégration des organisations de la classe ouvrière à l'Etat.

Les militants révolutionnaires sont présents dans les syndicats non seulement pour défendre

leurs orientations mais aussi pour défendre la mise en œuvre d'une démocratie ouvrière effective.

Ils proposent des mots d'ordre unifiant et généralisant les revendications. Ils mettent en avant la lutte pour la mensuration immédiate pour tous, y compris les jeunes et les travailleurs immigrés, lutte qui doit se concrétiser par l'obtention d'un statut unique pour tous les travailleurs — du manoeuvre à l'ingénieur. Du fait de l'aggravation de l'intensité des cadences de travail, de l'allongement du temps de transport, la diminution du temps de travail leur apparaît comme un problème fondamental. **34 ans après 1936, les 40 heures ne sont plus, dans la plupart des branches d'industrie, qu'un pieux souvenir.** Une diminution du temps de travail, avec comme première étape le retour immédiat aux 40 heures, s'avère plus que jamais nécessaire.

Dans la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ils mettent en avant le mot d'ordre de contrôle ouvrier qui suppose une mobilisation des travailleurs contre le capitalisme et le refus de toute collaboration de classe. Pour les organisations révolutionnaires, le terrain des luttes ouvrières est le terrain principal de la lutte de classe. C'est le terrain sur lequel se créeront les conditions qui permettront à la classe ouvrière de prendre conscience de sa force et d'entamer la lutte pour le socialisme.

Des questions comme le logement ou les transports, dont les organisations traditionnelles de la classe ouvrière ne s'occupent pratiquement pas, doivent permettre de montrer aux travailleurs que c'est en s'organisant eux-mêmes qu'ils peuvent vaincre.

Des problèmes cruciaux

Les organisations révolutionnaires se battent pour des transports en commun entièrement payés par le patronat et pour une réduction de la durée du travail, en fonction du temps de transport.

La Ville de Paris est particulièrement concernée par l'orientation des solutions capi-

talistes à la crise du logement. Sous prétexte de rénovation, c'est le départ des travailleurs vers la banlieue qui est organisé par la bourgeoisie d'où la création des cités-dortoirs et de transports en commun scandaleusement insuffisants.

Luttes étudiantes

Les organisations qui soutiennent la liste d'Union des Forces socialistes et révolutionnaires combattent résolument la réforme de l'Education nationale. Cette réforme vise à la rationalisation capitaliste de l'Université, en mettant en place des universités concurrentielles entre elles ; en introduisant le patronat dans les conseils de gestion, en dévalorisant les diplômes nationaux. Cette réforme s'accompagne de mesures de répression scandaleuses à l'encontre des étudiants et des enseignants ; mise en place d'une police universitaire, exclusions d'enseignants du supérieur et du secondaire, radiations d'étudiants de l'Université. Les révolutionnaires combattent la participation, refusent la subordination de l'Education nationale aux exigences du capitalisme. Ils pensent que les problèmes de l'Education nationale ne seront pas résolus dans le seul cadre universitaire, que l'accès des travailleurs à l'enseignement ne saurait se limiter à des concessions partielles (Vincennes), mais qu'il faille intégrer les luttes étudiantes et enseignantes au combat général pour le socialisme.

Les classes moyennes

La base sociale du régime se rétrécit : les intérêts du capitalisme financier sont de moins en moins compatibles avec ceux des soutiens traditionnels de l'Etat bourgeois : les petits commerçants et les artisans d'une part, les paysans pauvres et prolétarisés d'autre part, d'où les luttes violentes qui agitent ces catégories sociales. Bien que les animateurs des actions de commerçants et artisans se situent souvent fort loin du courant socialiste, les organisations révolutionnaires condamnent la répression qui s'abat sur eux car cette répression traduit la volonté du gouvernement d'imposer par la force si nécessaire une poli-

tique dont le régime a besoin pour survivre. Il s'agira pour les révolutionnaires de rattacher ces couches à la lutte du prolétariat pour le socialisme, seule alternative possible au régime actuel.

La répression

Parce qu'elles sont révolutionnaires, parce qu'elles protestent contre l'ordre établi, toutes nos organisations, ainsi que nombre d'autres, sont touchées par le renforcement de la répression. Les vendeurs de la presse révolutionnaire sont sans cesse interpellés sur la voie publique, les militants arrêtés et inculpés se chiffrent par dizaines. Les provocations policières se multiplient à l'exemple des attentats de Besançon. Tous les courants révolutionnaires sont en butte à ces attaques policières. Et quels que soient les désaccords entre les différentes tendances du mouvement révolutionnaire, nous sommes tous solidaires face à la répression et entendons le montrer par notre lutte. **C'est pourquoi la Liste d'Union des Forces socialistes et révolutionnaires exigera la libération des soldats emprisonnés et des directeurs de la « Cause du Peuple ».**

Mais la répression ne vise pas seulement nos organisations et nos militants : le vote de la loi scélérate, sous couvert de s'en prendre aux organisations dites « gauchistes » traduit la volonté du pouvoir de s'en prendre à l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique.

C'est pourquoi les organisations révolutionnaires qui soutiennent la liste d'Union des Forces socialistes et révolutionnaires, proposent aux organisations syndicales, au parti communiste français et aux forces démocratiques un front commun contre la répression.

Cette unité sans exclusive est une condition nécessaire si l'on veut que se développent les luttes contre la loi scélérate et la répression. □

☉ Cet article résume les déclarations qui ont été faites par les responsables du P.S.U. au cours d'une conférence de presse consacrée à leurs positions face à l'élection partielle du XII^e.

Cahin-Caha !

Jean-Marie Vincent

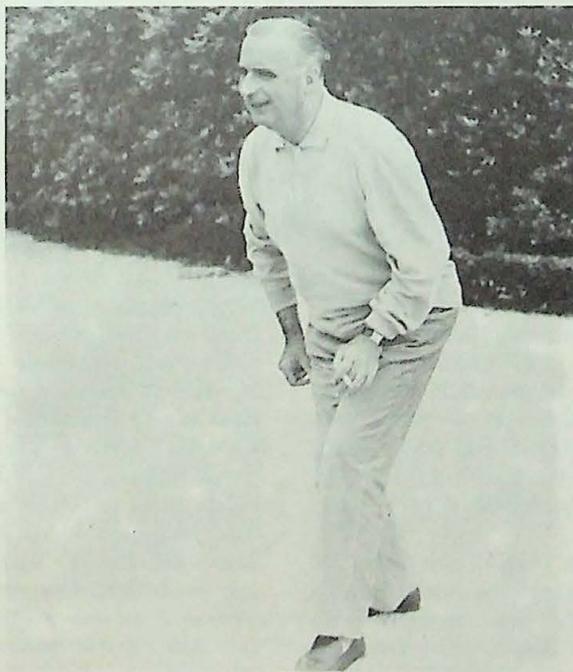
La bourgeoisie française a toujours aimé les phrases et les périodes bien balancées. Dans chaque situation, il y a toujours un bon et un mauvais côté, du positif et du négatif, du changement et de la continuité, du mouvement et de la résistance. Il faut s'y faire ! Il y a le progrès technique, mais aussi l'exploitation et l'oppression. Il y a bien sûr la liberté, mais aussi les pénibles contraintes de l'ordre. Ceux qui veulent changer quelque chose à cela, à cette coexistence inévitable du bien (pour moi et du mal pour les autres) sont d'incorrigibles rêveurs, des empêchements de danser en rond, des malappris. Que diable ! Il faut être partisan du juste milieu et savoir respecter la digestion des honnêtes gens. Ceux qui peinent sous les mauvais côtés de la vie n'ont qu'à attendre des jours meilleurs.

Le président Pompidou ne renie pas, c'est le moins qu'on puisse dire, cet héritage idéologique précieux. Dans son voyage dans le Cantal, il nous a gratifié de quelques échantillons remarquables de cette philosophie de la mesure.

A propos des lycéens, il a déclaré d'une façon bonhomme : « Que les élèves fassent les zigotos de temps en temps, ce n'est pas important. Ce qui est grave, c'est le désordre permanent. Les chefs d'établissements doivent être incontestés et jouir du respect de leurs élèves. » Les paysans ont eu droit également à cette sollicitude consciente du double aspect des choses : « Il convient que l'exploitation agricole familiale soit sauvegardée, mais elle doit être compatible avec l'évolution et les nécessités de l'économie. Dans l'entente, dans la coopération et dans la modernisation, on trouvera des solutions. » Après cela, osez vous conduire comme des « zigotos » ou des « croquants ».

Comme la presse l'a signalé, notre président a voulu être rassurant, et

se présenter comme l'homme des justes proportions, un doigt de libéralisme, un doigt de fermeté. Mais pour ce faire, il lui a fallu souffler le chaud et le froid. D'un côté et en gros « nous avons la paix, nous avons globalement la prospérité économique et tout sera fait pour que cette expansion soit poursuivie ». D'un autre côté : « Nous ne sommes pas sortis de l'auberge » et « il y a deux ans, une espèce de grande folie a soufflé, notamment sur Paris. » Aussi à sa façon, M. Pompidou a-t-il apporté sa contribution à la campagne que nous connaissons depuis quelque temps sur les « débordements des casseurs ». Sans céder à l'intoxication, parce qu'évidemment si ça allait aussi mal que le prétendent certains échauffés de l'ordre, on serait à deux doigts de la Révolution, le président a eu des paroles martiales : « Il n'est pas admissible que certains, pour



A.F.P.

faire valoir leurs idées ou parce que ces idées sont la destruction pure et simple, s'attaquent aux personnes et aux biens. » Cela justifie évidemment la vague de répression actuelle et la monstrueuse loi « anti-casseurs ».

Pourtant, il ne faut pas aller trop loin, trop de gens pourraient se sentir menacés par la répression. Alors, il faut bien se déclarer prêt au dialogue

et à la consultation et opposé aux procès de tendance, et cela d'autant plus qu'on trouve des « casseurs » jusque dans les rangs de la digne U.D.R. Un peu embarrassé, M. Pompidou a dû d'ailleurs quelque peu enjoliver l'activité du compagnon Schenardi : « On voit même des gens faire des attentats pour empêcher les attentats. » Ne serait-ce pas que la vague d'alerte à la bombe dégage une curieuse odeur d'officines parallèles.

C'est pourquoi, en vue de donner plus de force à son opération « centriste » (centriste dans la mesure où elle conjure des dangers d'extrême droite et d'extrême gauche supposés pour valoriser la position des tenants du régime). M. Pompidou a dû lancer un appel au soutien populaire, à cette fameuse majorité silencieuse qui est tout et rien à la fois : « Il faut que le gouvernement fasse son devoir, que le pays le soutienne, que la majorité silencieuse ne soit plus silencieuse, qu'elle s'exprime, se fasse entendre comme en mai et juin 1968, car c'est comme cela que nous sommes sortis des drames. »

Malheureusement ou heureusement, la base fournie à cette mobilisation est bien fragile. Comme l'a remarqué André Passeron dans « le Monde », M. Pompidou ne propose aucune réforme fondamentale, il est tout simplement conservateur. Il ne peut qu'attiser des préjugés et des craintes irrationnelles. Ce n'est pas exaltant pour ceux qui prennent conscience de leurs difficultés économiques. Le gaulliste Bernard Lefort dans « Paris-Jour » observe justement : « Mais le président Pompidou n'a pas révélé par quelles voies la majorité silencieuse serait appelée à se mobiliser, si un péril quelconque l'exigeait. C'est le seul point obscur de la déclaration de Murat. »

Il doit y avoir quelques inquiétudes pour l'avenir du côté de l'Élysée. □

Congrès

La C.F.D.T. et le socialisme

Jacques Ferlus

L'évolution de toute organisation peut se constater de deux manières : son attitude dans un événement donné, les conclusions de ses congrès. Pour la C.F.D.T., le comportement qu'elle a eu au cours du printemps 68 marquait un pas en avant. Restait le congrès. En relisant les conclusions de celui de 1967 on y constate que le souffle de Mai a été bénéfique à cette centrale. En 1967 on parlait de « sauvegarder les libertés fondamentales, de rénovation de la démocratie, d'unité d'action de tous les travailleurs, de renforcement du syndicalisme ». En 1970, la nécessité d'une société socialiste devient l'axe essentiel de la C.F.D.T. et pour la première fois elle affirme que sa stratégie repose sur la lutte de clas-

Mais « dire que les travailleurs sont engagés dans la lutte de classes n'est pas pour la C.F.D.T. seulement la constatation mais l'affirmation d'une volonté d'y participer d'une manière efficace ». C'est bien là, en effet, tout le nœud du problème et on peut se demander si tous ceux qui ont voté ce texte ont bien vu quelles en étaient les exigences. Plus question de se réjouir désormais des avantages obtenus par les travailleurs mais qui ne changent rien à la nature du pouvoir. Une stratégie de lutte de classes vise avant tout à changer le rapport des forces avec le patronat et le pouvoir. La négociation n'est plus valable que dans cette perspective et non dans celle de conquérir quelques avantages ici

accords qu'ils ont pu signer avec leurs directions. En fait chaque syndicat vient de prendre en responsabilité un peu de l'avenir de la confédération tout entière.

Des syndicats ont, au congrès, combattu cette manière de voir les choses. Il y a encore des réactionnaires à la C.F.D.T. Il y a aussi un grand nombre d'adhérents tranquilles pour qui le syndicat est une assurance pour les augmentations de salaires, les avantages de toutes sortes ou contre le chômage. Ceux-là ne vont pas s'engager du jour au lendemain dans cette lutte ouverte contre le capitalisme.

La C.F.D.T. risque donc de perdre des adhérents et un peu de son influence dans les élections professionnelles. Et cela au bénéfice de F.O. et des syndicats indépendants. C'est la rançon, il n'est d'ailleurs pas prouvé qu'elle sera élevée, mais la lutte de classes ne supporte pas l'ambiguïté. La centrale ne peut du reste y gagner qu'un plus grand militantisme qui renforcera son unité.



A.F.P.

ses. Ni F.O., ni la C.G.T., qui ont tenu congrès avant, n'ont été capables d'accomplir un tel bond en avant. La C.F.D.T. vient donc de s'engager dans un processus de transformation radicale qui, à terme, modifiera l'image que les travailleurs ont de cette centrale et donnera sûrement une autre envergure aux luttes à venir.

La résolution d'orientation du 35^e congrès est donc un document important, dont il serait hasardeux de vouloir minimiser la portée, même s'il peut apparaître comme trop timide et imparfait.

Sur la lutte de classe

Jamais la C.F.D.T. n'a été aussi catégorique dans sa dénonciation du système capitaliste. La société « est marquée structurellement par les conflits de classes » est-il écrit au point 1 du document d'orientation. Parce qu'ils sont exploités, aliénés dans une société inégalitaire, les travailleurs contestent le capitalisme, le combattent et s'opposent au pouvoir patronal.

ou là. C'est toute la notion des revendications qualitatives qui est remise en lumière.

Une telle stratégie exige aussi que les travailleurs se déterminent à la base sur le choix des luttes, la forme qu'elles doivent prendre, la façon de les mener. La C.F.D.T. a conscience de cette nécessité et elle la préconise au point 56 de ses orientations. Mine de rien il s'agit là d'une énorme évolution. Les syndicats de base viennent de recevoir une grosse responsabilité que seulement quelques-uns avaient eu l'occasion d'expérimenter jusqu'à ce jour. L'appareil confédéral prend donc une nouvelle dimension. Le voici chargé de coordonner, de suivre les luttes plus que de les promouvoir. Il devra leur donner une plus grande dimension lorsque la situation l'exigera. Comme le disait Eugène Descamps au congrès, si un jour il s'avère nécessaire d'entreprendre une grande action, il faudra bien que les cheminots arrêtent les trains, les électriciens le courant, même s'ils ne sont pas directement concernés par la revendication et sans avoir à tenir compte des

Sur le socialisme

En toute logique, la C.F.D.T. ne pouvait faire un autre choix que celui d'une société socialiste. Il y avait bien longtemps qu'on en parlait mais c'est bien la première fois qu'on est aussi net. L'autogestion, la propriété sociale des moyens de production et d'échange, la planification démocratique sont les trois caractéristiques de cette société. La C.F.D.T. définit l'autogestion comme la gestion des entreprises, de l'économie et de la cité par le peuple. C'est notamment la responsabilité des décisions et du contrôle dans les entreprises. Sur la planification, les idées préconisées par la centrale depuis plusieurs années sont reprises et en particulier tout ce qui concerne l'élaboration du plan au niveau des entreprises et des collectivités territoriales.

Même si on ne peut qu'être d'accord avec le choix de ces trois « piliers » l'argumentation de la C.F.D.T. pêche par insuffisance. Le socialisme n'est toujours pas démontré après qu'elle a essayé de dire sur quoi il devait reposer. D'autant que des points obscurs demeurent. Quelles garanties avons-nous contre une gestion bureaucratique ?

D'autre part, qui peut décider qu'à partir d'un certain moment l'autogestion doit entrer en vigueur ? Les travailleurs eux-mêmes. L'autogestion ne peut donc se pratiquer que sur la demande des travailleurs. Dans

ces conditions le socialisme dans ses débuts ou bien ne connaîtra pas l'autogestion, ou bien la connaîtra mais alors, il faut la préparer dès maintenant. Et c'est le contrôle ouvrier sur lequel la C.F.D.T. est trop discrète, ainsi que sur tout ce qui concerne le passage au socialisme. Il lui faudra préciser tous ces points, elle y sera d'autant plus obligée qu'elle a l'intention d'entreprendre des luttes susceptibles de modifier le rapport des forces.

Il n'est pas si simple de conjuguer le socialisme. André Jeanson disait au congrès que la C.F.D.T. devait « inventer une nouvelle forme de socialisme ». Ambitieux. Il y a là matière à débat et à recherche, notamment avec le P.S.U. qui a déjà amorcé le travail dans son congrès de Dijon en 1969.

Sur l'avenir

Quoi qu'il en soit, le choix socialiste de la C.F.D.T. ne saurait faire question. Là encore, il y a à travailler pour convaincre bon nombre de militants et d'adhérents afin qu'au moment de traduire ces idées dans les actes il n'y ait pas de lâchage. Un congrès ne résout pas aussi facilement un problème comme celui qui fut posé à la centrale au moment de l'élection présidentielle de 1969. Il ne résout pas non plus le problème

de la pratique, c'est-à-dire de la traduction, dans les faits, de l'engagement socialiste.

Il sera nécessaire d'être plus net auprès des travailleurs sur la manière dont il faudra procéder pour éliminer le capitalisme. L'éventualité de la violence est évoquée au détour d'une phrase, mais il n'est jamais question dans le texte du congrès de la crise sociale et politique que l'on connaît au moment de l'ultime affrontement. Il ne faut pas laisser croire aux travailleurs que tout se passera sans difficulté.

Au demeurant, les nouvelles orientations de la C.F.D.T. vont-elles modifier les données de la lutte ouvrière ? C'est ce que n'a pas l'air de penser Georges Séguy et que par contre craint Jacques Chaban-Delmas. Le secrétaire général de la C.G.T. et le Premier ministre voudraient, chacun pour des raisons différentes, que la C.F.D.T. tiennent le rôle d'interlocuteur privilégié du pouvoir. La C.G.T. aurait ainsi l'assurance de ne jamais être menacée sur sa gauche, le gouvernement y trouverait un quitus à sa politique sociale. Il reste à la C.F.D.T. de ne donner raison ni à l'un ni à l'autre. Sa dénonciation de la nouvelle mouture de l'accord Berliet est un signe positif, même si elle n'élimine pas toutes les inquiétudes. Mais on ne peut digérer un tel congrès en quelques jours. □

● On reproche au P.S.U. de faire agir ses militants en concurrence avec ceux des organisations syndicales :

● On reproche au P.S.U. de s'approprier les revendications des organisations syndicales et de les habiller du vocable « contrôle ouvrier ».

Contrôle ouvrier et démocratie ouvrière

Dans toutes les luttes, chez Peugeot depuis un an, on retrouve la participation directe de la base à la définition des mots d'ordre et des modalités de l'action. On peut en citer plusieurs exemples :

● Les ouvriers de l'Emboutissage-Sud aux Autos se sont attribués d'autorité le temps de se laver les mains et de se changer en arrêtant de travailler cinq minutes avant la fin.

● Les ouvriers de l'atelier de révision des moteurs à la S.E.M.A.S. ont

exemple, pistoleurs ou ouvriers professionnels), la démocratie ouvrière ne fait pas trembler l'autorité patronale, encore moins le système capitaliste. Peugeot « digère » assez facilement les quelques avantages de salaires qu'il accorde tout en gagnant sur un point : il peut réussir à dresser une catégorie d'ouvriers contre une autre. Et plus la classe ouvrière est divisée, mieux il règne sur elle. Comme il doit être content d'entendre les ouvriers professionnels dire que leurs revendications n'ont rien à voir avec celles des O.S. de chaîne !

Le rôle du syndicat est de veiller par tous les moyens à ne pas enfermer une lutte dans une catégorie, d'essayer de l'étendre aux autres secteurs par la mise en avant de revendications communes à l'ensemble de la classe ouvrière.

Le P.S.U., en mettant en avant le contrôle ouvrier, va plus loin : il souhaite qu'à travers les revendications de la lutte, on attaque direc-

Les luttes chez Peugeot

● A Montbéliard

Depuis environ un an, les usines Peugeot de la région de Montbéliard sont le cadre de luttes revendicatives répétées ; certes, ces grèves n'ont pas abouti à un conflit majeur comme ceux qu'a connus la région en 1961, 1965 ou mai-juin 1968. Pourtant, bien que soigneusement camouflées ou totalement dénaturées par une presse locale au service du patronat, elles sont le signe évident du retour à une combativité accrue.

De mars à mars : une année de luttes bien remplies

Le rappel de ces mouvements s'impose :

● En mars 1969, grève de la chaîne finition de carrosseries aux Autos : refus des cadences imposées. Le patron répond par le lock-out et la répression ; sept ouvriers sont licenciés. C'est l'échec.

● En juillet 1969, arrêts de travail partiels en fin de journée à « Aciers Outillage Peugeot » (A.O.P. Audincourt-Valentigney) pour demander la parité de salaire, pour les mêmes catégories, avec les Autos.

● En octobre 1969, grève de l'atelier du traitement thermique (40 travailleurs) aux Autos pour demander la garantie de classification en cas de changement de poste. Succès partiel.

● En novembre 1969, grève des pistoleurs (160 travailleurs) aux Autos pour la même revendication qu'au traitement thermique, plus une garantie de ressources en cas de changement de poste. Succès partiel sur le premier point, échec sur le second.

● En mars 1970, aux Autos, mouvement des ouvriers professionnels pour une augmentation de salaire et la mensualisation.

● En mars 1970, à A.O.P., grève de l'atelier de fabrication des pare-chocs ; à la S.E.M.A.S. (Hérimoncourt), grève de l'atelier de révision des moteurs avec pour revendications : augmentation des salaires et parité avec ceux des Autos ; refonte de la classification des postes, amélioration des conditions de travail.

La succession ininterrompue de ces grèves alimente d'intéressants débats entre militants. Le mot d'ordre de contrôle ouvrier avancé par le P.S.U. n'est pas le moins discuté :

imposé de leur propre autorité une réduction de 40 % de leur production quotidienne.

● Partout se sont réunies des assemblées de travailleurs en lutte qui décidaient de poursuivre leur action ou non, d'occuper ou non leur lieu de travail.

Cette application concrète de la démocratie ouvrière a renforcé les mouvements, car le patron a beaucoup plus de difficulté à exercer son travail de division et de répression contre des grèves conduites dans la solidarité. C'est là un des aspects importants du contrôle ouvrier : l'affirmation contre le pouvoir patronal de la force organisée des travailleurs, l'imposition de la propre loi de la classe ouvrière contre l'organisation capitaliste du travail.

Rappeler ces faits, les éclairer dans la perspective du contrôle ouvrier, ce n'est pas remettre en cause pour autant le rôle essentiel du syndicat qui prépare le déclenchement des luttes et les organise. La meilleure preuve en est que les militants du P.S.U. agissent à travers leurs syndicats pour renforcer la démocratie ouvrière.

Contrôle ouvrier et lutte anticapitaliste

Si elle s'applique à une seule catégorie d'ouvriers de l'entreprise (par

exemple, pistoleurs ou ouvriers professionnels), la démocratie ouvrière accentue ses contradictions.

Un exemple : le fait que les travailleurs des usines du Groupe Peugeot demandent la parité de salaire avec l'usine la plus prospère, les autos, met clairement en valeur l'anarchie du système capitaliste de rémunération du travail. Tout ce qui peut déséquilibrer davantage ce système est bon. De telles revendications, sortant du cadre étroit de l'entreprise où le patron essaie d'enfermer les travailleurs, accroissent les possibilités de développement des luttes et renforcent la conscience de classe.

Mais il nous faut reconnaître que, mise à part cette revendication, les luttes de l'année chez Peugeot n'ont pas inquiété le patron capitaliste comme ont pu le faire les luttes de Fiat en Italie.

C'est pourquoi le P.S.U. continuera à avancer son mot d'ordre de contrôle ouvrier, conçu comme moyen stratégique pour préparer la conquête du pouvoir et l'instauration du socialisme.

Que nos camarades communistes, qui nous accusent d'avancer là un mot d'ordre réformiste « déjà condamné par Lénine » veillent bien se souvenir que le contrôle ouvrier a été, en 1917, un des moyens de la conquête du pouvoir en Russie. □

LA LUTTE CONTINUE



SOCHAUX

● A Vesoul

Chez Peugeot, à Vesoul, la « Nouvelle Société » a fait aussi son apparition.

Tout d'abord avec la création d'un nouveau syndicat, la C.F.T. (Confédération Française du Travail) constituée depuis mai 1968 avec la complicité et l'appui total de la direction de l'entreprise (en particulier grâce aux facilités données à certains agents de la direction pour leur permettre de faire leur propagande dans l'entreprise).

Par contre aucune tolérance n'est accordée aux organisations syndicales que se sont données les travailleurs : on fait la chasse aux délégués syndicaux.

On leur réserve les sanctions et les brimades : demande de licenciement d'un délégué pour un retard de deux minutes à son poste de tra-

vail, alors qu'il était en mission de délégué ; le plus mauvais travail leur est assuré ; les augmentations de salaire se font au choix et leur profitent rarement...

Pendant ce temps, les conditions de travail se dégradent. Les cadences augmentent, les chronométrages se font en douce, alors que les temps, établis par quelques bureaucrates, sont imposés aux travailleurs avec menace pouvant aller parfois jusqu'au licenciement.

Même la gestion des œuvres sociales qui, elle, ne remet pas en cause le système, n'est pas accordée au Comité d'Etablissement, malgré la loi.

La voilà, la « Nouvelle Société » qui ne respecte même pas ses propres lois, qui exploite les travailleurs... Et qui voudrait des syndicats dociles... Des syndicats qui « participent »... à l'exploitation ! □

Le principal obstacle à la grève des intérimaires est leur nombre restreint dans une entreprise. Si les sociétés d'intérim ont le monopole de certaines professions, toutes les conditions seront de nouveau réunies pour l'action.

Quant à la C.F.D.T. intérimaire, sa position nous paraît critiquable. Sous prétexte de refuser une intégration des syndicats, elle laisse les travailleurs temporaires livrés à eux-mêmes. L'accord Manpower-C.G.T. ne vaut rien dans les textes et il n'est même pas appliqué. Que fait la C.F.D.T. ? Elle se retranche derrière des lois et propose l'Agence nationale pour l'emploi. Cela ne changera rien, à part l'appellation. En définitive, ce seront toujours les patrons qui auront les initiatives de l'emploi. Quel est l'avantage d'un préavis de deux mois pour un ouvrier fixe lorsqu'il doit le faire ? Il n'a même pas le temps de chercher sérieusement un autre emploi.

Le système actuel de l'intérim ne constitue pas un volant de chômeurs réels, les intérimaires travaillent quand même et une grande partie d'entre eux auraient un emploi fixe. Dans le cas de l'Agence nationale pour l'emploi les intérimaires seraient embauchés aux conditions très défavorables des chômeurs présentés par le bureau de la main-d'œuvre. Les coopératives ouvrières de production ? Cela ne veut pas dire grand-chose.

Les critiques des syndicats sont vives car ceux-ci n'ont aucune prise sur les travailleurs temporaires. Mais ces syndicats, quelles actions mènent-ils vers nous ? Leurs militants se contentent de nous dénigrer et ne nous informent en rien de la vie de l'entreprise. Est-ce la bonne solution ? Dans certains cas, les intérimaires subissent de véritables brimades : à la Thomson, les intérimaires du stratifié n'ont plus droit aux douches depuis l'intervention du personnel du service. Pourquoi ?

Dans la campagne anti-intérimaire qui se développe, le travailleur temporaire a le dos bien large. C'est un « jaune », il brise les cadences, il est sous-employé, partiellement chômeur, il détruit même les petites entreprises. Tout ceci ne fait pas sérieux. Au lieu d'attaquer l'intérimaire et lui noircir les choses, pourquoi ne pas s'en prendre à l'intérim tel qu'il est pratiqué par certaines boîtes ?

Celui qui aime à changer et n'aime pas les chaînes patronales, qui désire se qualifier par la pratique, opte pour le travail intérimaire surtout (et c'est le cas) s'il y trouve des conditions avantageuses. Il est certain qu'il faut choisir sa boîte d'intérim ; il en existe environ 300 sur Paris, dont seulement une douzaine valables.

En définitive, si l'intérim n'est pas l'idéal, si l'intérimaire se trouve dans une position fautive entre deux hiérarchies, cela est quand même une solution. Avec l'importance que

prend l'intérim, des solutions positives devront être étudiées et défendues afin de normaliser cette nouvelle forme de travail.

Pierre CONNIN.

Cette lettre a un mérite : au-delà de ses causes, elle pose le problème du travail intérimaire. Elle esquisse la possibilité d'envisager l'intérim comme un refus du statut salarial et des contraintes qu'il impose. Mais la réputation des aliénations imposées à un travailleur soucieux d'une certaine mobilité par les boîtes d'intérim est faible. Quand notre camarade affirme : « L'insécurité de l'emploi est indiscutable, mais trouve des compensations financières », il rentre dans le jeu patronal qui consiste à dire : « Conditions de travail difficiles, d'accord, mais je vous achète cher. »

Le travailleur, dans le système capitaliste, est une marchandise. Dans le système de l'intérim, il l'est encore plus. C'est ce que M. Descolonges voulait mettre en évidence.

Que le travailleur intérimaire ne soit pas toujours un jaune, c'est exact. Mais les conditions actuelles de location de travailleurs les font toujours apparaître ainsi, car la plupart d'entre eux (surtout les jeunes), sont obligés d'accepter n'importe quoi. Le statut de travailleur intérimaire défendu par notre camarade est, semble-t-il, un cas d'espèce au regard du grand nombre des intérimaires exploités et manœuvrés par les sociétés d'intérim. Par ailleurs, on ne défend pas une institution créée par le capitalisme par ses quelques aspects positifs (y aurait-il même 12 boîtes de bonnes sur 300 !) Les ambiguïtés de cette défense sont donc nombreuses. Que les travailleurs intérimaires soient brimés, souvent même par des militants syndicaux, cela est grave. Mais ce n'est pas en défendant le travailleur intérimaire, en l'opposant à la mauvaise boîte qui l'emploie, qu'on résoudra le problème. C'est en dénonçant les conditions actuelles de l'emploi, de l'embauche et la nature du travail imposé par un système inhumain.

La défense de la mobilité professionnelle est une arme à double tranchant pour la lutte d'un militant socialiste. Le système intérimaire en a vu tout l'intérêt : réponse à l'inadéquation entre offre et demande d'emploi, division des travailleurs, propagation du mythe « promotion sociale » par de hautes rémunérations et défense d'un certain individualisme. Pour promouvoir la lutte socialiste chez les intérimaires, il faut être conscient de ces risques et ne pas se contenter d'une défense corporatiste d'un statut déterminé, mais bien jeter des ponts avec les autres luttes au niveau du secteur de production. Que les syndicats l'aient peu ou mal fait, cela est vrai. Carence organisationnelle ? Carence politique ? Nos camarades y répondront en organisant les luttes des travailleurs intérimaires vers des perspectives nouvelles.

L'intérim, solution à la mobilité ?

A la suite de l'article de M. Descolonges sur le travail intérimaire (« Chômage partiel assuré », page 10 « T.S. » n° 452), nous avons reçu d'un travailleur intérimaire la lettre ci-dessous qui s'efforce de réfuter les arguments présentant l'intérimaire comme un chômeur partiel, sous-employé, sous-qualifié, briseur de grève et inorganisé.

Par définition, l'intérim n'est qu'une solution temporaire et si cet état se prolonge c'est parce qu'il est librement consenti. Un intérimaire qualifié (et non surqualifié par sa boîte d'intérim) peut toujours se faire embaucher à sa qualification normale. Un patron cherchera toujours à embaucher un AT3 comme AT2 au moindre salaire ; ceci est dans la logique du profit capitaliste et n'est pas spécifique aux intérimaires.

L'insécurité de l'emploi est indiscutable mais trouve des compensations financières appréciables, le taux d'occupation des intérimaires est nettement au-dessus de 50 % et le salaire à l'embauche est d'environ 30 % supérieur au taux normal des entreprises.

Un intérimaire sans travail a droit au chômage, même s'il est inscrit sur les listes d'une société d'intérim. Il lui suffira de présenter son certificat de travail et son reçu pour solde de tout compte que doit lui donner sa boîte s'il le demande.

La rentabilité n'est pas forcément synonyme de sous-emploi. Plus un intérimaire est qualifié, plus il coûte cher, il doit servir et peut être appelé à effectuer un travail qu'un employé de l'usine ne pourra faire.

Le travailleur intérimaire n'est pas obligatoirement un « jaune » ; n'est « jaune » que celui qui le veut bien et ce genre d'individus se rencontre aussi chez les travailleurs fixes. Il est vrai que les intérimaires ont servi de briseurs de grèves, mais dans ce cas qui est coupable ? L'intérimaire ou le patron qui l'a appelé ? L'exemple de Paris-Austerlitz est particulièrement mal choisi. A quoi sert un syndicat s'il lui faut huit jours pour comprendre.

Un intérimaire revient-il moins cher au patron que le personnel fixe ? Si l'on explique que le patron veut faire des bénéfices, c'est oui, mais si l'on explique qu'il ne veut pas embaucher, c'est non.

Berliet

Les luttes qu'ont menées les travailleurs de l'usine automobile lyonnaise appartiendront sans nul doute aux conflits dont on se souviendra pour 1970. Elles ont abouti à la signature d'un nouvel accord. Dans quelles conditions ? Et quel est son contenu ? C'est ce que nous disent nos camarades P.S.U. de chez Berliet (page 8). Mais les conditions même dans lesquelles s'est conclu cet accord pose de graves problèmes à tout le mouvement socialiste. C'est ce qu'analyse ci-contre Christian Leucate.

Un combat douteux

Christian Leucate

Après sept semaines de débrayages massifs (près de 40 heures en tout) le conflit de chez Berliet-Vé-nissieux vient de s'achever. « L'Humanité » titre : « Berliet recule ! ».

Ce bulletin de victoire est pour le moins prématuré. Victoire des centrales syndicales, nul n'en doute : 75 % du personnel, consulté par voie d'élections — organisées avec l'accord de la direction — ont approuvé « l'orientation des syndicats ». Mais, victoire des travailleurs ? Victoire de la démocratie ouvrière ? C'est plus douteux.

Après avoir exigé une prime forfaitaire de 1.000 F, les grévistes devront se contenter de 300 F. Compromis honorable, certes, puisque la direction comme « dernière concession » n'offrait que 100 F en tout et pour tout.

Mais, ce qui pèse lourd, ce n'est pas le recul des revendications. Ce sont les conditions auxquelles les « satisfactions » ont été obtenues. De ce point de vue, on est en droit de s'inquiéter du type d'information et d'explication que les organisations syndicales, dans leur hâte d'« en finir » ont pu donner à leur base.

Car, le vrai problème était-il d'approuver, en bloc, « l'orientation des syndicats » ou de se prononcer, en pleine connaissance de cause, sur la portée des engagements qui selon la règle maintenant bien établie des « contrats de progrès », faisaient la contrepartie des avantages immédiats. En l'occurrence, non seulement l'accord intervenu entre les syndicats et la direction permet la remise en vigueur du « contrat de programme » du 8 janvier — que la direction avait dénoncé le 14 avril face à la reprise des luttes revendicatives — mais il en aggrave considérablement les conséquences du point de vue de la tactique syndicale. Il s'agit notamment des deux « avenants » nouveaux :

● « Pendant la durée d'application du programme 1970, les parties s'interdisent de remettre en cause les sujets traités. » On ne peut être plus précis. Il est toujours possible de finasser sur l'importance des « avantages acquis » et sur le fait que pour d'autres sujets (les cadences notamment) l'action n'est pas interdite : il s'agit ouvertement cette fois-ci de limitation du droit de grève.

● Par ailleurs, « les parties s'engagent à respecter et à s'employer à faire respecter par tous l'accord du 8 janvier, dans sa lettre et dans son

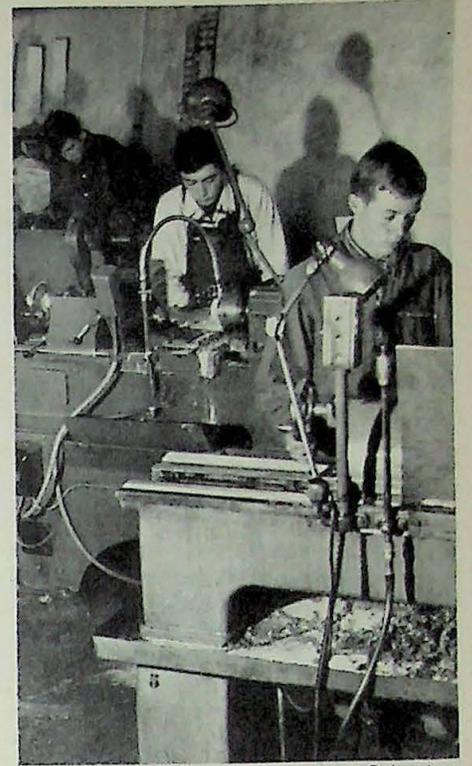
esprit ». Sa lettre ? Elle donnait, jusqu'à présent, lieu à interprétations diverses des syndicats et de la direction, notamment quant à la portée des engagements relatifs au maintien « du potentiel de l'entreprise et des capacités de production ». Mais elle était parfaitement claire quant à sa reconnaissance de légitimité de l'autorité patronale : « Il est admis que le rôle des services de l'entreprise chargés d'assurer l'organisation du travail, au moyen des techniques qui leur apparaissent nécessaires, doit être respecté. » Son esprit ? Faut-il rappeler l'indignation de la direction, lors de la reprise de l'« agitation », il y a quelques semaines, et le naïf cynisme avec lequel elle avouait ses intentions : « Si nous avons accepté un tel accord, c'était pour éviter les grèves qui désorganisent la production ! »

Lorsque, les trois organisations syndicales souscrivent explicitement à cet « esprit », on ne peut que donner raison au chroniqueur du « Monde », qui, non sans satisfaction de sa part, souligne qu'il s'agit d'un événement « très important dans l'histoire des relations contractuelles ». Ajoutons seulement : mais qui contribue sans doute plus à la démobilisation des travailleurs qu'à la montée de leur lutte revendicative.

Certes, il est juste, dans tout conflit social, de savoir, compte tenu du rapport de forces réel, s'arrêter à temps sans négliger d'en tirer tous les avantages immédiats. Il s'agit là de nécessaires compromis tactiques, à définir dans la clarté par l'ensemble des travailleurs au sein de leurs organisations. Mais, dans le cas de Berliet, ce qui rendait impossible la poursuite de la lutte et a contraint à accepter les conditions de la direction, c'est bien que les organisations syndicales, empêtrées dans les engagements du précédent accord, n'avaient guère le choix qu'entre perdre l'ensemble des avantages acquis en début d'année et aller un peu plus loin dans le sens de l'intégration.

C'est pourquoi, ce n'est pas d'affirmer que « signature ou pas, les travailleurs gardent les mains libres pour dénoncer le contrat et reprendre la lutte » qui nous persuadera que la signature du nouvel accord Berliet représente autre chose, pour les travailleurs, qu'une solution définie dans la confusion et l'opportunisme, qu'une avancée importante du patronat dans sa stratégie sociale.

Des hauts et des bas, de l'affaire Berliet on retiendra les problèmes qui restent posés à l'ensemble des



Collombert

militants politiques et syndicaux dans les entreprises :

● Alors que dans les secteurs privés et publics, les « contrats de progrès » par leur forme même s'inscrivent de plus en plus clairement dans un projet d'ensemble d'intégration syndicale et de « paix sociale », le mouvement syndical peut-il impunément se contenter, selon les mots du responsable C.G.T. à Berliet, de « considérer ce qui est palpable immédiatement » et disperser sa riposte dans une appréciation circonstancielle sur le degré de « combativité » ou l'importance des « avantages immédiats » ?

● Peut-on comme le fait sans vergogne la C.G.T., depuis janvier, condamner le contrat E.D.F. pour soutenir et justifier, dans l'enthousiasme, la politique Berliet ?

Reconnaitre au niveau national qu'aucun désaccord sérieux n'existe entre la C.G.T. et la Confédération Générale des Cadres, alors que celle-ci fait concrètement la preuve — à Berliet même — qu'elle s'en tient à ses positions corporatistes ultra-réactionnaires en matière de hiérarchie des revenus ?

● Peut-on à la façon de la C.F.D.T., se retrancher, au nom d'une démocratie — parfois curieusement formelle — derrière la volonté de la base — délibérément sous-informée — et l'autonomie des fédérations ou des unions syndicales pour couvrir une politique qui engage de fait l'ensemble du mouvement ouvrier ? (1).

La montée de l'offensive politique et patronale, ne laisse que peu de temps aux travailleurs pour qu'ils contraignent leurs organisations à apporter les réponses justes à de telles questions. □

(1) On signalera cependant, que l'union lyonnaise de la métallurgie C.F.D.T. a désapprouvé la signature des « avenants » au contrat de janvier.

Les travailleurs liés par l'accord

Après plus de six semaines de lutte chez Berliet, l'action s'est terminée par la signature de l'accord d'entreprise, dénoncé un mois avant par la direction, dans lequel ont été incluses les primes de vacances et de fin d'année de 150 F chacune et considérée comme moyen de progression du pouvoir d'achat des travailleurs.

On peut se demander si la lutte des travailleurs était solide ou alors si ils étaient poussés par les syndicats pour se battre. Cette lutte a permis un affrontement dur face au patronat par des formes de luttes appropriées, telles que les grèves de courte durée par secteur qui coûtent le moins cher aux ouvriers tout en paralysant la production de 27 à 35 heures de grève, c'est-à-dire que cinq jours de salaire ont coûté près de 10 jours de production au patron. Par cette lutte, Berliet a perdu autant que s'il avait satisfait d'emblée la revendication des 1.000 F non hiérarchisés aux 20.000 ouvriers de son entreprise.

La tactique patronale

Le patron qui est en réalité Citroën-Michelin sous la coupe de Fiat a préféré perdre de l'argent plutôt que de satisfaire les travailleurs. Céder aurait été une reconnaissance du rapport de forces et un renforcement du mouvement. F. Michelin, P. Bercot et Paul Berliet ont peur, il ne faut pas faire tâche d'huile sur les autres usines du trust en créant un précédent qui serait inmanquablement suivi d'actions dures.

L'accord signé le 8 janvier dernier qui avait pour le patron la signification d'un contrat de progrès lui assurant la paix sociale, n'avait plus raison d'être, il le dénonce donc au bout de 15 jours en le présentant comme une menace qui d'ailleurs ne prend pas, on voit bien, là, la supercherie de la politique de Chaban. Les contrats ne règlent rien. Le C.N.P.F. et l'État bourgeois s'inquiètent, il faut à tout prix éviter que cette lutte se développe dans la région de l'industrie. Le 24 avril, Chaban vient à Lyon inaugurer un hôpital cardiologique, il préside une réunion de la C.O.D.E.R. à laquelle la C.G.T. et la C.F.D.T. refusent de participer, mais il reçoit une délégation des organisations syndicales de Berliet, qui, le matin même, organisaient une manifestation de tous les établissements lyonnais dans le 8^e arrondissement. C'est un recul pour un Premier ministre.

En grand médiateur, il fait le coup de la concertation en déclarant

que, dès le lendemain, les négociations commenceront ; en fait il accorde 3 % d'augmentation à Berliet sur le prix de vente des véhicules et donne mission au directeur départemental de la main-d'œuvre de jouer les bons offices entre les syndicats et la direction.

Comment on fait avaler la pilule

Il n'y aura jamais de vraies négociations. Les propositions sont dérisoires, d'abord 100 F de prime, puis 100 F plus 150 F. Dans la semaine du 4 au 10 mai, les syndicats proposent une variante à cause du jeudi de l'Ascension ; pour ne pas faire perdre cette journée aux ouvriers, il ne faut pas débrayer le mercredi et le vendredi. On propose donc en assemblée du personnel de fixer un poteau au lundi 11 mai à la direction à une reprise dure de l'action si rien de valable n'est proposé.

La ruse de la direction est simple, elle s'arrange pour négocier le lundi après-midi, les organisations surseoient au mot d'ordre de grève pour favoriser la négociation, alors que d'habitude on débrayait pour appuyer les négociations. C'est le premier signe d'une manipulation et d'un recul du rapport de forces. On perd l'initiative et on la laisse à la direction qui s'arrête à une prime finale de 150 F plus 150 F.

Les syndicats font l'analyse suivante : nous avons eu 2 % en janvier, 3 % en mai (ce qui était prévu dans l'accord), les 300 F de prime représentent 2 % de la masse des salaires. Berliet lâche donc au moins 7 % en 70, c'est à peu près ce que lâchera Renault, et la plupart des grosses entreprises, c'est ce qu'autorise le gouvernement, et le C.N.P.F. Pour aller plus loin, il faut un rapport de forces capable de tenir dans la durée. En fait, c'est le directeur de la main-d'œuvre qui fait les propositions des organisations syndicales et le mardi 12 mai, celles-ci décident d'arrêter la lutte en expliquant dans une heure d'information, payée par le patron, qu'après tout ce que l'on a obtenu, ce n'est déjà pas si mal, que l'arrêt de la lutte permet la remise en vigueur de l'accord avec tous les avantages qu'il faut maintenir, il serait donc aventuriste de vouloir continuer pour des « brouilleries » alors qu'on risque de tout faire sauter : primes et accord.

Devant cet état de fait, les syndicats appellent les travailleurs à s'exprimer démocratiquement en votant à bulletin secret : pour ou con-

tre l' « orientation » des organisations syndicales qui proposait l'arrêt de la lutte. Cela laissait supposer que si la majorité voulait continuer eh bien, qu'elle continue seule, sans les organisations syndicales. C'est dans cette situation confuse que de nombreux travailleurs, les plus combattifs, n'ont pas voté — d'autres ont voté plusieurs fois !... etc. Une forme de démocratie très avancée dans l'anarchie.

Les travailleurs étaient habitués à décider eux-mêmes les formes d'action et la poursuite de l'action, sur la base de réunions d'atelier, aujourd'hui on les met devant le fait accompli en leur demandant d'approuver ; aussi, chez Berliet, le mécontentement des travailleurs était important avant l'action, il subsiste après l'action.

Le mécontentement des travailleurs subsiste donc contre la direction, mais aussi pour plusieurs milliers contre les organisations syndicales du fait qu'elles n'ont pas expliqué leur stratégie.

Pour la C.F.D.T. et F.O. cela leur est difficile. Pour la C.G.T., il faudrait avouer la courroie de transmission avec le P.C. L'arrêt de la lutte chez Berliet a été réalisé sans analyse globale expliquée. Parce que les organisations syndicales n'ont pas une stratégie commune, l'action chez Berliet montre l'importance d'une stratégie commune entre organisations syndicales, mais aussi avec les organisations politiques pour un renversement du système, cela est fondamental.

Les raisons du mécontentement

Les motivations du mécontentement sont profondes et découlent des contradictions du système capitaliste.

— Mauvaise organisation dans l'entreprise.

— Manque de cohésion dans la production.

Ceci amenant un gaspillage des énergies et du travail — accentuation de la division du travail du manoeuvre au cadre, augmentant la gestion administrative. Tout ceci pèse et est ressenti par les travailleurs, ce qui fait que quand la direction refuse une revendication, la colère éclate.

Quand les travailleurs expliquent leur mécontentement, c'est cela qu'ils expliquent.

A noter aussi que les jeunes, durs dans le mouvement, refusent les conditions de travail des anciens.

Le manque de confiance des travailleurs envers les organisations syndicales est dangereux, pas spécialement pour les boutiques syndicales, mais pour la lutte de masse des travailleurs, car en effet, Berliet modifiant son entreprise dans le trust, le problème de l'emploi va se poser — la riposte sera-t-elle possible ?

Le contrat d'entreprise signé chez Berliet, n'est pas un contrat favorable — il lie les travailleurs et, les vraies raisons de la colère des travailleurs, c'est-à-dire les conditions de travail, ne sont pas traitées.

Mais le patronat est capable, d'année en année, d'introduire des sois-disant étapes sur les problèmes de fond — qui feraient que progressivement tous les points seraient abordés dans l'accord avec quelques miettes à chacun et les travailleurs complètement ligotés.

L'accord Berliet est une jolie cravate qui risque de se resserrer au cou des travailleurs. □

P.S.U. DOCUMENTATION

N° 8/9

Histoire du P.S.U.

Prix : F 2,00

En vente à Tribune Socialiste

A partir de cette semaine et jusqu'au numéro 458 inclus « T.S. » ouvre une tribune de discussion préparatoire au Conseil national de la fin juin. La place étant limitée, les contributions des militants, des sections ou des fédérations qui ne pourront être publiées dans ces colonnes seront insérées dans un bulletin qui parviendra aux sections avant le 15 juin. Les articles doivent être envoyés le plus tôt possible à « T.S. », 54, bd Garibaldi, Paris, avec la mention « Préparation du Conseil national ».

Tribune libre

Conseil national

Juin 1970

Ouvrir le vrai débat

Emmanuel Terray

Conformément aux décisions de la D.P.N., le Conseil national de juin aura pour point principal de son ordre du jour la discussion sur le mot d'ordre de contrôle ouvrier. Or, à l'heure actuelle les militants du Parti sont engagés dans des luttes souvent très dures contre la répression policière, patronale ou mandarinale. Par ailleurs l'agression américaine au Cambodge appelle de notre part une intensification immédiate et décisive du combat anti-impérialiste. Ces batailles, tous les militants du Parti se demandent comment et avec qui il faut les mener. Dans ces conditions, on peut se poser au sujet du Conseil national les deux questions suivantes :

● Pourquoi une discussion sur ce mot d'ordre du contrôle ouvrier ?

● Pourquoi cette discussion maintenant ?

Petite histoire du mot d'ordre de contrôle ouvrier dans le Parti

C'est au cours de l'automne 1969 que, dans le prolongement des discussions de Dijon, la D.P.N. puis le Conseil national ont adopté à la quasi-unanimité le mot d'ordre de contrôle ouvrier. Nous espérons ne vexer personne en disant que cette unanimité a été considérablement facilitée par le caractère équivoque et ambigu du terme de contrôle ouvrier. Pris en lui-même, ce terme peut en effet recevoir — et a effectivement reçu dans le Parti et hors du Parti — au moins trois interprétations :

● Une interprétation « cogestionnaire » : le contrôle ouvrier, ce serait la possibilité pour les travailleurs, en régime capitaliste, d'intervenir dans les décisions concernant la conduite et le fonctionnement de l'entreprise, et l'édification

d'institutions — comités mixtes, conseils paritaires, etc. — concrétisant cette possibilité. Qu'avec sa bonne foi coutumière Georges Marchais ait interprété en ce sens notre position, cela n'inquiètera personne. Il est plus grave qu'un camarade de « Lutte Ouvrière », sollicité par notre Parti de donner son avis sur notre mot d'ordre, l'ait compris de la même façon, et présente le contrôle ouvrier comme un droit, en se demandant si les organismes les mieux placés pour l'exercer sont les comités d'entreprise ou les syndicats (cf. « T.S. » n° 443 p. 12). Comme l'honnêteté et la volonté de dialogue de ce camarade ne peuvent être mises en doute, nous sommes obligés de conclure que c'est bien notre mot d'ordre qui se prête à de pareilles interprétations.

● Une interprétation en termes de « contre-pouvoirs », proposée par exemple par Serge Scher (cf. « T.S. » n° 448 p. 5) :

« Le contrôle ouvrier doit être considéré comme un embryon de pouvoir ouvrier qui s'exerce sur un point précis, pendant un temps limité pour imposer une amélioration des conditions de travail. C'est une occasion de montrer qu'une autre forme de pouvoir est possible dans l'entreprise. »

● Enfin, selon une troisième interprétation, l'essentiel, ce serait moins l'exercice du contrôle ouvrier que les luttes visant à son établissement, moins le contrôle que sa conquête.

Entre ces trois sens, les débats de l'automne 1969 n'ont pas tranché, et c'est ce qui a permis la réédition, au Conseil national de novembre, de l'opération de Dijon : à l'aide d'un mot d'ordre « auberge espagnole » où chacun trouve ce qu'il apporte et qui peut donc satisfaire tout le monde, on bâtit le temps d'un Conseil

national une unanimité de façade. Certes chacun sait que cette unanimité fondée sur l'équivoque ne se traduira pas par une action cohérente de l'ensemble du Parti : qu'importe, puisque l'objectif essentiel est de fournir aux militants et aux observateurs extérieurs, qui n'ont pas encore oublié les sept tendances d'Alfortville, l'image d'un parti fraternellement uni, où règnent sans partage la concorde et l'harmonie ?

Bien entendu, depuis cette époque se sont multipliés dans la presse du Parti les articles brochant sur le thème : « Le contrôle ouvrier, ce n'est pas ce que vous croyez... ». Grâce à ces articles, l'interprétation cogestionnaire est aujourd'hui à peu près éliminée, et l'on voit peu à peu s'imposer, contre la thèse des contre-pouvoirs, une conception selon laquelle le contrôle ouvrier, ce n'est finalement rien d'autre que la lutte ouvrière lorsqu'elle entre dans une période offensive, lorsque la classe ouvrière ne s'en tient plus à la défense des positions acquises, mais prend l'initiative et impose sa volonté dans et par la lutte : le contrôle ouvrier sur les cadences, par exemple, se réalise lorsque les travailleurs ne se contentent plus de protester et de revendiquer contre leur accélération, mais décident eux-mêmes et de leur propre chef de les ralentir sans demander l'avis de personne.

Nous sommes heureux de cet aboutissement, mais nous sommes en droit de demander s'il fallait faire un aussi long détour pour en arriver là. Il aurait été à la fois plus simple, plus court et plus clair d'ouvrir dès octobre la discussion sur le fond et de trancher dès novembre par des décisions nettes. En procédant de cette façon, le Parti aurait certes

perdu son apparente unité, mais il aurait fait l'économie de six mois de débats obscurs, de tergiversations et de flottements. Bref, le Conseil national de juin doit être pour nous l'occasion d'en finir une fois pour toutes avec ce scénario selon lequel, pour fabriquer l'unanimité, le Parti se donne un mot d'ordre confus, équivoque et ambigu, et consacre ensuite dix articles, trois D.P.N. et un Conseil national à dissiper les brouillards qu'il a lui-même créés.

Le vrai débat

Il faut en finir avec ce scénario parce que, pendant que nous sommes occupés à éclairer notre lanterne, des problèmes sont posés, des solutions sont mises en avant, des orientations sont choisies sans que le Parti dans son ensemble ait eu l'occasion d'en débattre. Si l'ordre du jour du Conseil national était maintenu, il ne nous permettrait pas — sinon par la bande, ce qui est toujours malsain — de discuter de la question centrale qu'affronte actuellement le Parti, et que l'on peut énoncer comme suit : le Parti doit-il devenir l'aile gauche du vaste rassemblement social-démocrate qui se dessine de Marchais à Mitterrand en passant par Savary, où bien est-il décidé à s'engager sérieusement dans la voie de la construction du parti révolutionnaire, et par conséquent à faire des militants et groupes révolutionnaires ses partenaires, non pas exclusifs, mais au moins privilégiés, dans la discussion comme dans l'action ?

Ce problème, nous l'avons posé il y a un an sur le plan théorique, dans un article intitulé : « Marxisme-léninisme ou social-démocratie : il faut choisir. » Il se pose maintenant dans la pratique, et il

appelle des choix urgents. Prenons trois exemples :

● **La lutte contre la répression.** L'excellente intervention de Simon au meeting du 29 avril à la Bourse du Travail n'efface pas la lourde faute commise lors de la signature de l'appel. D'une façon plus générale, nous tenons à être présents lors des « rassemblements unitaires » ; bien entendu, nous assortissons notre présence de toutes sortes de réserves ; mais même lorsque nous parvenons à les exprimer, elles ne suffisent pas à dissiper les confusions qui résultent inévitablement de notre participation. Autrement dit, notre politique de présence boudeuse nous empêche de démontrer qu'il y a deux façons de lutter contre la répression, et que ces deux façons sont contradictoires. Mitterrand soutient que la loi des casseurs est inutile, puisque le Code permet déjà une répression aussi brutale que Marcellin peut le souhaiter : allons-nous siéger sur les mêmes tribunes que ce conseiller juridique de la répression ? En matière de répression, les dirigeants du P.C.F. ont été au pire des complices, au mieux des apprentis-sorciers : devons-nous faciliter leur dédouanement ? Allons-nous, par nos silences ou nos réserves en demi-teinte, permettre aux Marchais et aux Fiszbin, de faire oublier que la loi des casseurs est dans une large mesure le résultat des pressions qu'ils ont exercées sur le gouvernement pour obtenir la mise à la raison des « groupes gauchistes » ?

● **Le 1^{er} Mai à Paris :** là encore, il fallait choisir entre le défilé de la C.G.T. et le cortège révolutionnaire, dont on pouvait prévoir qu'ils ne se confondraient pas.

Mais le Parti a joué une fois de plus l'âne de Buridan. Ses dirigeants ont marché derrière Séguy, une partie de ses militants avec leur syndicat, une autre partie avec les étudiants. Le résultat, c'est que les uns ont été à la remorque de la C.G.T., les autres à la remorque de la Ligue.

● **Le rassemblement du 10 mai sur le Vietnam.** La délégation du Parti au Comité préparatoire — où siège la Convention... — proteste contre les exclusives jetées par le P.C. à l'encontre des organisations révolutionnaires, mais finit par les entériner, puisqu'elle se maintient au Comité sans qu'elles soient levées. On nous dira que, dans ce cas comme dans les cas précédents, certains groupes approuvent notre attitude : qu'ils nous voient sans déplaisir jouer le rôle de sociaux-démocrates de gauche n'est pas une raison pour accepter ce rôle !

Au total, ajourner encore l'heure du choix, continuer de s'acharner à concilier l'inconciliable, c'est aller vers des situations de plus en plus intenables, c'est se lancer dans des acrobaties de plus en plus périlleuses où le Parti perdra à la fois son unité, les meilleurs de ses militants, la confiance de ses alliés, l'estime de ses sympathisants. Nous ne voulons rien dramatiser : aussi nous dirons simplement que pour nous ce Conseil national est celui de l'avant-dernière chance.

Aboutir à des décisions concrètes

Le Conseil national doit décider d'engager résolument le Parti dans la voie de la construction du parti révolutionnaire ; qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

● **Il faut dès maintenant ouvrir avec tous les militants et groupes révolutionnaires, sans aucune exclusive de notre part, une discussion sur ce problème de la construction du parti révolutionnaire,** et en premier lieu sur la question de la stratégie et sur celle de l'organisation. Cette discussion doit recevoir dans notre presse une place privilégiée, et tous nos interlocuteurs doivent pouvoir s'exprimer dans notre journal et dans notre revue.

● **Il faut annoncer que pour nous cette discussion ne saurait être un débat académique abstrait ;** qu'elle doit être aussi longue et approfondie qu'il le faudra, mais qu'à moyen terme elle doit conduire à une unification aussi complète que possible du mouvement révolutionnaire au sein du parti révolutionnaire.

● **Il faut déclarer dès maintenant que notre Parti ne se considère pas comme le noyau privilégié de ce futur parti révolutionnaire ;** que, dans la perspective de cette unification et pour la faciliter, il est prêt aux plus larges concessions en ce qui concerne son sigle, ses structures et ses hommes, pour peu qu'on lui en propose de meilleurs.

● **Il faut enfin, sur les différents fronts où nous combattons aujourd'hui — lutte contre la répression, lutte contre l'impérialisme, etc. — considérer les militants et organisations révolutionnaires comme nos partenaires privilégiés,** n'accepter aucune des accusations calomnieuses et des exclusives qui sont lancées contre eux par les différents partis sociaux-démocrates, faire de leur participation aux actions « unitaires » la condition de la nôtre. Il faut en-

fin définir avec ces militants et organisations révolutionnaires des mots d'ordre et des formes d'action qui permettent de démontrer concrètement aux travailleurs de ce pays qu'en face de l'impasse réformiste, une autre voie s'ouvre, celle de la révolution, et qui interdisent toute confusion entre ces deux voies.

Pour adopter cette ligne, devons-nous nous résigner à une rupture totale avec le P.C.F. ? Non. Certes, nous ne signerons plus guère d'accords de sommet avec les directions nationale ou locales du P.C.F. Mais nous proposerons aux militants du P.C.F. des actions communes à la seule condition qu'aucune exclusive ne soit opposée à nos alliés révolutionnaires. Ces propositions seront refusées ? L'interlocuteur portera en ce cas la responsabilité de la division, et il lui appartiendra d'expliquer aux travailleurs pourquoi il préfère Mitterrand et Mollet aux ouvriers et aux militants révolutionnaires.

Dans l'immédiat, nous demandons donc la modification de l'ordre du jour du Conseil national, dont le thème central doit être la construction du parti révolutionnaire et les mesures à prendre pour la faire progresser. Nous proposons, non pas d'ajourner le débat sur le contrôle ouvrier, mais de le conduire dans le cadre et à la lumière de la discussion sur la construction du parti révolutionnaire. C'est aujourd'hui la seule façon de donner un sens à ce débat, et d'obtenir que le Conseil national de juin, au lieu de constituer ce qui ne manquerait pas d'apparaître à tous comme une pure et simple diversion, marque une étape importante de notre combat. □

spécial jeunes

CHEVAL en Haute-Provence, 1 s. : 250 F, tout compris ; 2 s. : 450 F. BRETAGNE, séjour et travail chez des militants ruraux, 2 s. : 250 F ; 1 mois : 450 F. MONTAGNE, dans l'Oisans : 1 s. : 300 F. En juillet et août.

à la découverte «des» socialismes

ALBANIE, 18 jours : 1.460 F - ALGERIE, 3 s. : 850 F - CUBA, 3 s. et 4 s. : à partir de 1.850 F - POLOGNE, 3 s. : 850 F - ROUMANIE, 3 s. : 1.340 F - SUEDE, 2 s. : 990 F - TCHECOSLOVAQUIE, 2 s. et 3 s. : à partir de 730 F - U.R.S.S., 3 s. : 995 F - YOUgoslavIE, 3 s. : 890 F. En juin, juillet, août, septembre.

Tout compris (sauf la Suède : en demi-pension).

tiers-monde

MOYEN-ORIENT, 2 s. : 820 F (tt compris) - MEXIQUE, 1 mois : 1.640 F (transport seul) - PEROU-BOLIVIE, 4 s. et 7 s. : 2.350 F (transport seul) - SENEGAL-MALI, 4 s. : 1.300 F (demi-pension) - R.D.V.N. En juillet et août.

transports-avion

NEW YORK - Los Angelès - Montréal - Québec - Londres - Copenhague - Helsinki - Rome - Athènes - Oslo - Tel-Aviv - Istanbul - Berlin - Lisbonne - Genève - Amsterdam - Bombay - Nairobi - Tokyo.

Découverte et Culture

94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e. Tél. : 325.00.09.
Lyon : Tél. : 29.57.64.

A envoyer à Découverte et Culture, 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e

Je désire ● Recevoir une documentation
● M'inscrire.

PAYS :

NOM

PRENOMS

ADRESSE

CHANSONS POUR LE

VIET-NAM

Pourquoi chanter la lutte du peuple vietnamien ? On a l'habitude de considérer que chanter est futile et que cela éloigne des questions les plus brûlantes de notre époque. Il est vrai qu'aujourd'hui une grande partie de la chanson commercialisée n'a que de lointains rapports avec le monde dans lequel nous vivons.

Mais il est un autre courant, celui de la chanson politique, moyen de combat et encouragement à l'action pour le mouvement ouvrier. C'est à ce courant qu'appartiennent les « Chansons pour le Vietnam » composées par Jean Baumgarten et chantées par Simone Bartel.



Comme l'écrit l'A.F.P.

Fille du Viet-Nam

Jim and John

L'assistance américaine

par

SIMONE BARTEL

tribune

45

tours

Commandes à TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi — Paris 15^e
C.C.P. 58 26 65

Prix de vente 8 F
Pour les sections (à partir de dix exemplaires) 6,50 F

Conseil national

Juin 1970

Et la construction du parti révolutionnaire ?

Jacques Kergoat

En modifiant l'ordre du jour initial du Conseil national et en y ajoutant un quatrième point sur les alliances, la D.P.N. a heureusement permis que soit abordé le problème des regroupements et que soit fait le point sur la construction du parti révolutionnaire. Il ne suffit pas pour cela que se réunisse à la fin du Conseil national une commission rédigeant hâtivement une résolution de politique générale : il faut que tout le parti discute du problème des regroupements. Cette discussion n'est pas simple, car, du fait de l'absence de débat d'ensemble, le parti est inégalement informé sur tout ce qui concerne les divers courants révolutionnaires. Mais, c'est justement parce qu'il ne faut plus que ce soient quelques spécialistes parisiens qui décident de ces problèmes dans l'indifférence générale que ce débat doit s'ouvrir. Les quelques remarques qui suivent n'ont d'autre but que de contribuer au lancement de la discussion dans le parti.

Reconnaître les convergences

Nous devons préciser les mandats du Congrès de Dijon. La seule référence au « mouvement de mai » et aux groupes de mai ne suffit plus. A l'intérieur de ce mouvement, en effet, s'opposent des lignes politiques bien différentes. A nous contenter du kaléidoscope bariolé du mouvement de mai, à n'y voir que des militants de bonne volonté, nous risquerions fort d'être à juste titre taxés d'éclectisme.

Il nous faut maintenant préciser nos accords et nos divergences avec l'ensemble des courants qui se recommandent de mai 68. Ceci ne doit pas être fait en termes de choix par rapport aux sédimentations d'origine (maoïstes, trotskystes, etc...) mais par rapport aux positions actuelles des différents groupes et en privilégiant la capacité à remettre en cause leur courant d'origine pour répondre aux données de la lutte de classes.

Il est clair que c'est avec **Lutte ouvrière** et la **Ligue communiste** que se sont affirmées ces derniers temps nos convergences alors que le fossé s'élargissait avec le groupe stalinien de l'**Humanité rouge** et avec le courant « anti-autoritaire » (**Gauche prolétarienne**), comme avec l'**Alliance des Jeunes pour le socialisme** (organisation trotskyste pour la reconstruction de la IV^e Internationale). C'est dans les luttes de masse que s'est fait ce rapprochement, qu'il s'agisse de la campagne sur les transports de la région parisienne avec **Lutte ouvrière** ou de la campagne « armée » avec la **Ligue Communiste**. Ces campagnes ne se sont pas faites par hasard : elles n'ont été possibles que parce qu'existent des convergences politiques plus fondamentales. En effet, **L.O.** et la **Ligue** sont en accord avec nous sur les points suivants :

- Pour maintenir une attitude fermement critique à l'égard du réformisme du P.C.F., mais aussi pour le contraindre à l'unité d'action quand cela est possible.

- Pour estimer nécessaire le

travail militant des révolutionnaires dans les organisations syndicales existantes, contre ceux qui proclament que « le temps du syndicalisme est révolu » ou qui déclarent vouloir créer une nouvelle organisation syndicale pure et dure.

- Pour estimer nécessaire l'unité avec les forces réformistes et social-démocrates contre la répression (meeting national du 20 mars, journée du 29 avril contre la loi scélérate, 1^{er} Mai, etc.).

- Pour affirmer notre solidarité avec toutes les victimes de la répression bourgeoise, tout en condamnant politiquement les pratiques terroristes et putschistes, et en leur préférant l'action de masse (accord Ligue communiste - E.S.U. à Nanterre).

- Pour rechercher, à l'instar des Vietnamiens eux-mêmes, l'unité de toutes les forces anti-impérialistes pour aider le Vietnam et les peuples d'Indochine en lutte contre l'impérialisme américain (lettres de la Ligue communiste et de Lutte ouvrière au Mouvement de la Paix pour le rassemblement national du 10 mai).

Voilà la réalité des convergences apparues sur le terrain, qui ont permis que nous menions des campagnes nationales avec **Lutte ouvrière** et la **Ligue communiste**. Voilà ce qui a permis que ces organisations mènent avec nous, et avec d'autres groupes, la campagne de l'élection législative partielle, du 12^e arrondissement et que soit, à cette occasion, élaborée une plateforme programmatique commune. Pas plus. Mais pas moins.

Prendre l'initiative

L'hypothèse d'un grand parti révolutionnaire regroupant tous les courants de Mai est depuis longtemps révolue. Cela ne veut pas dire que rien n'était possible. Mais nous avons trop tardé à prendre l'initiative politique. Et aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, la situation est modifiée par le processus de fusion engagé entre nos camarades de **Lutte ouvrière** et la **Ligue communiste** ; or, ce processus de fusion ainsi engagé l'est dans les plus mauvaises conditions : d'une part, parce qu'il se fait sur la base d'un œcuménisme trotskyste désuet ; mais surtout parce qu'il risque de se faire sous la houlette stérilisante de la IV^e Internationale. Nous devons intervenir dans ce débat afin d'en modifier les données mêmes.

Nous devons dire publiquement que si nous voulons ouvrir la discussion avec **Lutte ouvrière** et la **Ligue communiste**, ce n'est pas parce qu'il s'agit d'organisations trotskystes, mais — à la limite — bien qu'elles soient trotskystes, et parce que nous avons constaté une série de convergences sur le terrain des luttes de masse.

Face à cette situation, trois positions peuvent exister au sein du parti. La première consiste en fait à refuser toute perspective d'un regroupement des révolutionnaires, et ceci quel que soit l'habillage politique de cette position (défense du parti, refus des débats d'appareils, ne choisissons pas

entre les groupes en fonction de débats dépassés, etc.).

L'autre position est celle des camarades proches des thèses maoïstes et qui n'ont pas renoncé à transformer le parti en une sorte de confédération des groupes d'obédience maoïste. Cette perspective ne correspondant en rien à la réalité, ils se contentent pour le moment de mener une campagne « anti-trotskyisme » de manière dogmatique. Il n'est nullement exclu que dans la période actuelle, ces deux courants se rejoignent sur la seule base de l'immobilisme.

Sortir de l'immobilisme, aujourd'hui, c'est, à notre avis, emprunter résolument la troisième voie, c'est-à-dire reconnaître les convergences qui se sont affirmées avec L.O. et la Ligue ces derniers mois, et reprendre notre problématique de construction du parti révolutionnaire en intervenant dans le processus de fusion L.O.-Ligue et en le ressituant dans ce cadre.

Deux problèmes peuvent ici être soulevés :

● Des camarades diront sans doute que c'est là accorder trop d'importance aux « groupes révolutionnaires » quels qu'ils soient et que ceux-ci n'existent guère dans leurs entreprises, leurs localités, leur département. Cela est sans doute vrai mais il ne sert à rien de se fermer les yeux. Une fusion Ligue-L.O. aurait de toute évidence une importance nationale et ne serait pas sans répercussion sur notre parti. Choisissons-nous afin d'intervenir sur les problèmes de la construction du parti révolu-

tionnaire ou assistons-nous en spectateurs à des dialogues qui se nouent sans nous ?

● Mais, dira-t-on, quel sera la réponse des intéressés à nos propositions. Les défauts de la Ligue communiste sont bien connus. Elle est loin d'avoir totalement rompu avec le sectarisme organisationnel qui l'a si longtemps caractérisée. Il est donc fort possible qu'elle refuse d'engager avec nous ce débat, car sa problématique est toute différente et ne vise à l'heure actuelle qu'au renforcement de la IV^e Internationale. Et, de toute façon, ce débat n'aurait de sens que si le tournant « unitaire » qu'elle a accompli il y a quelques mois (et qu'il ne faut pas sous-estimer) se prolonge et s'approfondit. Mais, est-ce là une raison pour ne pas faire notre proposition ? Et croit-on sérieusement que l'évolution de la Ligue se fera en dehors de nos propositions, de notre capacité à créer une alternative, de nos efforts pour modifier le rapport de force sur ce problème ?

Quant aux camarades de Lutte ouvrière, ils ont déjà fait connaître publiquement (« L.O. » du 12 mai) qu'ils ne verraient pas d'un mauvais œil notre insertion dans ce débat.

Accrocher le premier maillon

Pour mener à bien cette initiative, il importe que plusieurs conditions soient réunies :

● Nous devons préciser nos propres positions sur divers problèmes et en priorité mener publi-

quement la discussion sur les thèses maoïstes. Il serait d'ailleurs intéressant, pour ce faire, que la discussion s'engage au sein du parti — et non sur ses marges — sur les problèmes du stalinisme, des rapports organisation-masses et de la violence révolutionnaire (cf. article de M. Bridier dans « Critique Socialiste »).

● Nous devons savoir que la discussion avec L.O. et la Ligue n'aura de sens que si, loin d'être uniquement une discussion théorique (pour « intellectuels », pour « états-majors »), elle est relayée, prolongée et éclairée par de nombreuses actions de masses communes.

● Nous devons préciser dès le début que cette discussion n'intéresse pas uniquement L.O., la Ligue et nous-mêmes, même si l'axe principal est celui-là. Peuvent parfaitement y être parties prenantes d'autres groupes dont la problématique est voisine de la nôtre. Doivent surtout y être intégrés, tant par le caractère public de la discussion que par les actions de masse qui l'éclaireront, la masse des militants combattifs, dans les entreprises et ailleurs mais qui n'appartiennent aujourd'hui à aucune organisation, la masse des militants déçus par les organisations réformistes, la masse de ceux pour qui Mai 68 a représenté un espoir. Le débat avec Lutte ouvrière et la Ligue communiste n'est pas le terme du processus. Il ne s'agit pas d'annoncer demain aux masses éberluées l'existence d'un parti révolutionnaire auto-proclamé. Il s'agit d'accrocher le premier maillon de la chaîne, de créer un pôle auquel, y compris des militants aujourd'hui sous l'influence des thèses maoïstes, pourraient venir s'agglomérer.

● Enfin, la discussion que nous devons mener avec Lutte ouvrière et la Ligue communiste ne doit pas être du genre « oublions ce qui nous sépare et retenons ce qui nous unit ». Nous n'avons jamais eu, sauf par accident, de véritable confrontation stratégique et

programmatische avec ces deux organisations. Il faut maintenant l'organiser. Et c'est bien d'une véritable confrontation de ligne politique qu'il s'agit, ce qui veut dire que c'est en priorité de nos divergences qu'il faut discuter.

Un mandat nouveau

En conclusion, trois directives doivent sortir du Conseil national :

● **il faut poursuivre** la discussion engagée avec le P.C.F. en précisant bien qu'il ne s'agit pas pour nous de retomber dans une stratégie « d'union des forces démocratiques ». A quelques bévues près, l'attitude adoptée sur ce point par la direction du parti est fondamentalement juste.

● **il faut développer** l'unité d'action avec tous les groupes qui se recommandent de Mai, non seulement en termes défensifs contre la répression, mais chaque fois que cela est possible, sur tels ou tels aspects de la lutte anticapitaliste.

● **Un mandat nouveau et précis** (1) doit être donné à la D.P.N. pour engager avec Lutte ouvrière et la Ligue communiste la discussion en vue de la construction du parti révolutionnaire et ceci à partir de l'ensemble des acquis de notre parti (organisationnels, stratégiques, programmatiques).

Lancer à nouveau un appel général à tous les groupes révolutionnaires, rappeler que nous sommes prêts à discuter de tout avec tout le monde ne suffit pas. Prendre des initiatives, ce n'est pas lancer des appels rituels à tous les révolutionnaires par lesquels la responsabilité des organes dirigeants du parti n'est pas engagée, parce qu'ils n'entraînent pas de conséquences concrètes. Ce mandat nouveau que le Conseil national doit donner, c'est là aujourd'hui l'initiative centrale si nous voulons sortir de notre ron-ron et reprendre l'initiative politique. Nous n'avons que trop tardé.

(1) Un texte de message à « Lutte ouvrière » et à la « Ligue Communiste » sera prochainement proposé à la discussion et au vote des sections et fédérations.

critique socialiste

pour une théorie et une pratique révolutionnaire

Revue théorique du Parti Socialiste Unifié.
Le N° 1, mars-avril 70, vient de paraître.
En vente à « Editions Syros »,
54, boulevard Garibaldi, Paris.
C.C.P. 19.706.28.

- L'exemplaire : 5,00 F.
- Abonnement : 6 numéros 24,00 F.

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

● Liste N° 4

— La nouvelle classe ouvrière, S. MALLET	6,50 F
— Réforme et révolution, A. GORZ	6,50 F
— Questions de politique nationale, LENINE	3,20 F
— Mon témoignage, MARTCHENKO	21,00 F
— L'empire américain, C. JULIEN	25,00 F
— La réponse socialiste au défi américain, E. MANDEL	8,90 F
— La réduction du temps de travail, enjeu de la lutte sociale, J.-L. BODIGUEL	26,00 F
— Le droit à la ville, H. LEFEBVRE	15,00 F

Prix réel : 112,10 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

Les publications du Parti

• CONTROLE OUVRIER

Le parti publie ces jours-ci une brochure sur le contrôle ouvrier qui sera un guide pour le combat dans l'entreprise. Qu'est-ce que le **contrôle ouvrier**? A la fois un principe, une histoire et une pratique d'aujourd'hui.

Principe : le **contrôle ouvrier** n'est pas le **pouvoir ouvrier** où toute la marche de l'entreprise relève des décisions de tous les travailleurs ; il est l'exercice d'un pouvoir partiel de blocage ou de changement sur les décisions patronales les plus oppressives.

C'est d'abord un pouvoir de fait, le fait accompli du refus, de la grève, de l'action immédiate ; il peut devenir un pouvoir de droit au terme d'une négociation difficile et vigoureuse quand le rapport de forces est favorable.

C'est toujours aussi et c'est un caractère essentiel, un pouvoir de la base, un pouvoir des masses ; la lutte, son moment, ses objectifs sont décidés par les équipes, les ateliers ; ils décident du déroulement du combat, participent aux négocia-

tions. L'organisation syndicale assume avec eux les accords finaux, jamais elle n'utilise ce combat pour une stratégie à elle que les travailleurs ignoraient ou repousseraient.

Enfin le **contrôle ouvrier** se situe dans une stratégie offensive de la classe ouvrière, vers le pouvoir ouvrier dans l'entreprise, vers le pouvoir d'Etat à plus ou moins long terme ; il est violemment combattu par le patronat en période de reflux...

C'est une histoire qui a constitué ce principe, histoire des comités d'usine en Russie en 1917, des conseils d'usine de l'Italie du Nord avec Gramsci en 1920, des prises de contrôle variées et très instructives en mai-juin 1968 en France.

Mais surtout c'est un principe vivant, qui se précise et se forge sans cesse dans la pratique d'aujourd'hui. Par de courts récits d'expérience, la brochure **contrôle ouvrier** montre comment à tout moment aujourd'hui il y a un conflit, lancé par les travailleurs eux-mêmes, dans une entreprise en France, qui vise, au-delà des augmentations de salaires, à prendre un pouvoir limité mais décisif, ici sur l'embauche, là sur les cadences, ailleurs sur les qualifications ou encore sur le reclassement des travailleurs âgés ; que très souvent les directions patronales doivent accepter ces pas en avant et les directions syndicales admettre peu à peu ce type nouveau d'actions décentralisées.

C'est cette dernière partie surtout de la brochure qui sera un véritable manuel de lutte. Tous les genres d'entreprises, tous les types d'objectifs possibles, le succès ou l'échec sont illustrés par des cas que nos camarades ont vécus et vivent encore. Ces exemples prouvent qu'une action pour le **contrôle ouvrier** est réalisable dans l'entreprise où l'on travaille, qu'elle peut mobiliser la base et réussir.

Réunions

• Meeting sur la lutte pour la révolution socialiste, avec Michel Rocard, André Barjonet, Henri Leclerc et Robert Dubreuil.

Organisé par la Fédération de Haute-Normandie.

Vendredi 22 mai, à 21 h, au cirque de Rouen.

• Meeting sur l'impérialisme français en Afrique (Tchad) et dans les D.O.M. et T.O.M.

Avec la participation de M. Bridier et d'un journaliste de retour du Tchad.

Organisé par la VI^e section.

Judi 28 mai, 20 h 45, 44, rue de Rennes, Paris 6^e.

• PACTE ATLANTIQUE ET IMPERIALISME

C'est le titre d'une brochure publiée par le parti et c'est un secteur essentiel de notre combat. Certains peuvent dire : « Mais nous sommes sortis de l'O.T.A.N., l'organisation militaire du Pacte atlantique, l'essentiel est fait. » Eh bien non, car d'une part l'alliance subsiste ; même si les armées françaises ne sont plus sous commandement américain, elle peut jouer et l'un quelconque des alliés entrainer les Français dans un conflit où ils n'ont rien à faire et pas envie d'entrer ; d'ailleurs des manœuvres militaires communes ont toujours lieu régulièrement. Le retrait de l'organisation intégrée était pure rodomontade et amour-propre.

Mais surtout aujourd'hui où Américains et Soviétiques sont très prudents dans leurs rapports, ce que l'alliance protège c'est très peu les alliés, pas très menacés, mais le géant de l'alliance, les Etats-Unis contre l'indépendance de sa poussière d'alliés-vassaux.

Une organisation économique, le Plan Marshall a précédé le traité et aujourd'hui les dirigeants des Etats-Unis veulent renforcer tous les aspects économiques de celui-ci ; sous prétexte de coopération militaire et au nom de la coopération économique qui doit « tout naturellement » l'accompagner, il s'agit de ne pas mettre en cause, de renforcer, de développer la position dominante de l'économie américaine, son impérialisme de grande puissance.

Cette brochure révèle le pourcentage de chaque branche industrielle en France possédée par les Américains ; elle montre comment les « industries-esclaves » (c'est le terme américain) servent d'amortisseurs aux fluctuations américaines et tant pis pour les travailleurs français.

Cette vassalité économique s'aggrave chaque jour en Europe, elle est pire encore dans le tiers-monde. Et au cas où les travailleurs voudraient la secouer, l'alliance est là pour remettre les choses en place : Saint-Domingue, Grèce, menaces en Italie, projets et dispositifs prêts en France (mais oui, c'est vrai). L'alliance est la police de l'impérialisme américain.

Après cette lecture plus de doute : la lutte contre le Pacte atlantique fait partie de la lutte pour le socialisme. La lutte contre le Pacte atlantique est le combat de tous.

Souscription : 2^e bilan

Tribune publiera dans le prochain numéro une deuxième liste concernant la souscription pour le siège central du Parti.

Cette semaine nous sommes en état de donner les chiffres globaux auxquels nous sommes parvenus après le deuxième appel fait à l'ensemble du Parti.

Nous avons reçu 458 nouvelles réponses individuelles qui donnent les résultats suivants : Dons du parti : 53.425 F ; prêts : 23.170 F ; bons de souscription : 3.460 F ; caution : 129.500 F.

Indépendamment des réponses individuelles, nous avons reçu des versements collectifs faits par des sections, groupes ou fédérations. Ces premières initiatives montrent que la souscription s'organise sur un plan collectif, c'est, à notre avis, le relais indispensable pour relancer l'effort individuel de chaque militant du Parti et pour organiser la recherche des fonds à l'extérieur du Parti.

A ce jour, nous avons atteint, pour la partie dons, prêts, bons de souscription, le tiers de l'objectif et dépassé celui de la partie caution.

Il reste donc un effort important à faire. Cet effort est à

la portée du Parti pour peu que les sections, groupes et fédérations s'en donnent les moyens.

A la fin du mois de juin le Conseil national se réunit, si, à cette date, l'objectif était atteint, et il peut l'être, la direction du Parti pourrait alors coordonner et impulser la bataille politique de rentrée dans de bien meilleures conditions.

• Les militants qui ont déjà retourné leur questionnaire doivent faire parvenir les dons et prêts annoncés le plus rapidement possible.

• Ceux qui n'ont pas encore répondu doivent renvoyer leur questionnaire accompagné des dons et prêts.

• Les sections, groupes, fédérations qui organisent la collecte sur un plan général doivent faire parvenir les fonds au fur et à mesure.

• Des bons de souscription sont disponibles à Garibaldi.

• Tous les versements sont à faire à l'ordre du P.S.U., soit par C.C.P., soit par chèque bancaire ; ils doivent être envoyés à « Tribune socialiste », 54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e.

Dans les secteurs

• Les 17 et 18 mai se sont tenues à Paris des assises nationales du P.S.U. sur l'enseignement.

Des délégués de plus de 50 départements ont fait le bilan de leur action. Ils ont précisé la stratégie, les moyens d'action et les formes d'organisation des militants du P.S.U. dans le secteur Enseignement.

• Réunion des assistantes sociales P.S.U. de la région parisienne le samedi 20 juin, 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e.

Petite annonce

Maison village pitt, vallée Aspe (64), 6 ch., gde cuis., s. jeux, pêche, excursions, calme. 500 F mensuels, juin, juil., août, sept.

Ecrire à Schetober, 64-Moinein.

Conférence nationale des entreprises

La Conférence nationale des groupes et sections d'entreprise aura lieu les 30 et 31 mai 1970. La première séance débutera à 9 heures, le samedi 30 mai.

La conférence aura lieu au centre administratif, rue de la Liberté, à Colombes (Hauts-de-Seine).

Pour se rendre à Colombes : Train électrique (très fréquent),

gare Saint-Lazare ; descendre gare de Colombes.

Bus : 164, Porte Champerret ; 176, Pont de Neuilly ; 167, Pont de Levallois. Descendre mairie de Colombes.

Logement chez des membres du Parti.

Repas en commun : 6 F le repas.

Il importe de s'inscrire rapidement.

U.S.A.

La vie d'un Américain abattu par sa police n'a pas le même poids — suivant qu'il est noir ou étudiant ou les deux — pour la presse européenne. Henri Beley entre dans le détail de cette « grille de l'émotivité ».

Page 15

Cameroun

Le Président Ahidjo vient d'être réélu dans l'indifférence générale. Nyemeg Hot, Camerounais réfugié à Alger, tire le bilan de cette élection en rappelant l'histoire de la dictature camerounaise.

Page 16

Tunis

Devant la Haute Cour s'ouvre le procès d'Ahmed Ben Salah. Rémy Grillault explique en quoi la condamnation presque certaine de l'ancien ministre du Plan est une défaite pour la paysannerie maghrébine.

Page 17

La Réunion (*)

La lutte d'un peuple vaut bien quelques chrysanthèmes

A la Réunion, un puissant mouvement de grève paralyse, depuis près d'un mois (22 avril) un des secteurs de l'activité du pays, considéré comme des plus prospères et surtout des plus profitables aux détenteurs de capitaux : le bâtiment et les travaux publics. Ainsi, ce sont plus de 20.000 travailleurs qui ont cessé le travail pour une durée illimitée, jusqu'à satisfaction de leurs revendications. La presse française n'en souffle mot.

Cependant, pour mieux mesurer l'ampleur de ce mouvement et mieux en apprécier la portée politique, il convient de se rappeler que le total des personnes occupant effectivement un emploi dans le pays ne dépasse pas 100.000 et s'élève précisément à 94.300, selon les chiffres les plus récents de l'Institut national de la Statistique (I.N.S.E.E.), établis en 1967. En second lieu, ces manifestations de mécontentement menacent de s'étendre à d'autres catégories sociales et professionnelles, dans les jours prochains. Par ailleurs, les travaux publics et le bâtiment forment l'un des secteurs sur lesquels M. Michel Debré, en son temps, avait tablé pour maintenir à flot une économie qui se mourait et se meurt sous les pressions répétées du capital avide de profits les plus immédiats et les plus substantiels possible.

Les travailleurs de la Réunion osent lutter

C'est dire que, sollicités de venir exercer leur pratique sur un terrain nouveau où les plus alléchantes perspectives leur étaient ouvertes, les capitalistes français — et dans leur sillage, les Réunionnais — sont accourus pour y poursuivre une politique de rapine. Ses principaux traits : salaires dérisoires dans un pays où, comme le souligne en substance l'un des journaux favorables à la politique tant décriée de la départementalisation, le coût de la vie est l'un des plus élevés du monde (1) ; accidents du travail multipliés faute que soient prises des mesures de sécurité les plus élémentaires, l'ouvrier n'étant regardé que comme un rouage sans importance et facilement remplaçable de la machine de production ; libertés syndicales foulées au pied, à tout propos et de quelle manière !

Grèves dans les postes, dans l'enseignement technique, l'enseignement primaire, les dou-

nes, le bâtiment ; 31 mars, 12 avril, 22 avril, 23 avril, puis 4 mai : la combativité des travailleurs de la Réunion s'élève sans cesse. Ils osent lutter. Dans les batailles électorales, comme à Saint-Pierre, le 15 mars dernier, les porte-drapeau de l'U.D.R. locale mordent la poussière devant Paul Vergès et Elie Hoarau. A une exception près, les journaux français ignorent l'événement qui, en fait, met en échec M. Debré.

Un impressionnant mur de silence est tombé sur les luttes du peuple réunionnais en train de se frayer la voie de sa libération. Que M. Debré inaugure un barrage hydroélectrique et voilà une profusion de dépêches d'agence, d'articles de journaux, de comptes rendus à la radio, d'images à la télévision. Aux yeux du correspondant de l'Agence France Presse et des reporters de l'O.R.T.F., ces chrysanthèmes valent mieux que la lutte de tout un peuple. Un gros poids, une bonne mesure pour le pouvoir colonial, rien pour ceux qui s'attaquent à ses injustices et entreprennent de l'ébranler.

L'impérialisme n'est pas seulement américain

Pour sa part, l'Union générale des Travailleurs réunionnais en France (U.G.T.R.F.) qui rassemble, en vue de défendre leurs intérêts, les émigrés réunionnais victimes de la politique de sous-emploi, perpétuée et aggravée par M. Debré et ses représentants, engage une action afin d'attirer l'attention de la classe ouvrière française et des autres couches exploitées sur les combats engagés par le peuple réunionnais pour la conquête de sa liberté. Elle demande instamment à tous les

partis politiques, syndicats et organisations progressistes de mobiliser tous les moyens dont ils disposent pour opérer la trouée dans le mur de silence derrière lequel le capitalisme français poursuit tranquillement son œuvre d'oppression et d'exploitation du peuple réunionnais. Elle rappelle que l'impérialisme n'est pas seulement américain.

Afin d'aider à porter un jugement plus objectif sur le « debris » à la Réunion, elle souligne que :

- La population totale du pays représente 416.500 personnes, le nombre de celles qui déclarent occuper un emploi n'atteignant pas, sur les mêmes bases (chiffres de 1967) 95.000.

- L'effectif des « plus de quinze ans » s'élève à 226.500, d'où on conclut que 132.200 actifs n'occupent aucun emploi.

- Pourtant, 180.000 personnes ont de 15 à 50 ans et 46.400 plus de 50 ans (contre 190.000 de moins de 15 ans).

- Le nombre des illettrés représente 82.500 personnes et les « sans diplômes », 110.000 tandis que 12.900 n'ont que le certificat d'études.

- La crise du sucre, annoncée par les experts pour 1975, va considérablement accroître le nombre des chômeurs, réduire encore le niveau de vie, la canne à sucre constituant la production fondamentale dans l'économie du pays. □

(1) Depuis le début de 1968, les prix ont accusé une hausse de 30 % environ.

● Ce texte exclusif nous a été communiqué par l'Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France (U.G.T.R.F.). Les intertitres sont de la rédaction de « Tribune ».

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

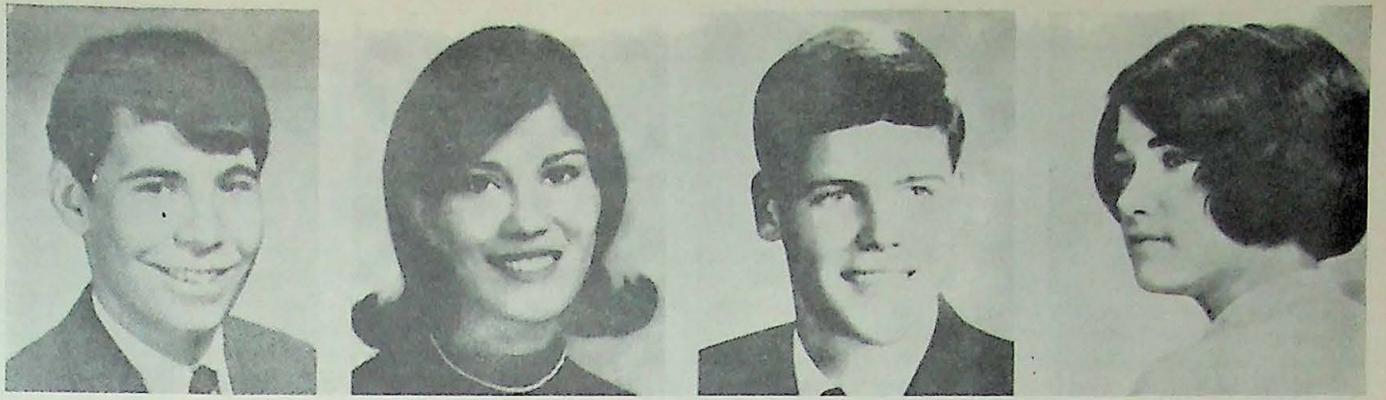
Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

luttons
internationales



U. S. A.

Quatre bons Américains à jamais « silencieux ».

D.H.

Bonnes et mauvaises cibles

Henri Beley

Peut-on être à la fois noir et américain ? A cette question, le premier leader révolutionnaire afro-américain, Malcom X, avait déjà répondu en 1964 :

« Non, je ne suis pas américain. Je suis l'un des 22 millions de Noirs qui sont victimes de l'américanisme. L'un des 22 millions de Noirs qui sont victimes d'une démocratie qui n'est rien d'autre qu'une hypocrisie déguisée. »

Les derniers meurtres légaux que la « démocratie » U.S. vient d'ajouter à une liste déjà effrayante démontrent à l'évidence la justesse des propos de Malcom X — propos que les libéraux, indécrottement fidèles à leurs traditions, jugeront bien entendu « excessifs »...

Combien de vies « noires » une vie « blanche » vaut-elle ?

L'assassinat légal de quatre étudiants de l'université du Kent a, on le sait, fait la « une » de tous les journaux. Et cela non seulement aux U.S.A., mais également en Europe.

Quelques jours après, dans la nuit du 11 au 12 mai, une manifestation de Noirs à Augusta, en Georgie, se solda par 6 morts et plus de 60 blessés. Le moins qu'on puisse dire de la presse bourgeoise française (qui nous intéresse en premier lieu), c'est qu'elle ne donna pas à ce second assassinat l'ampleur qu'elle accorda au premier. Sans doute lui paraissait-il banal.

Trois jours plus tard, la police professionnelle et la garde nationale américaines se couvrirent une fois encore de gloire en tirant sur les étudiants noirs du collège d'Etat de Jackson (Mississippi). Bilan : 2 morts, 11 blessés. Par balles, là aussi. Cette fois, la presse bourgeoise est, parfois, à la limite de l'émotion. Sans aller jusqu'à se scandaliser, comme après la tuerie du Kent, il est manifeste que cette « affaire » — là la concerne plus que celle d'Augusta. On peut se deman-

der à quoi correspondent ces différents degrés d'émotivité.

Combien de vies « prolétaires » une vie « bourgeoise » vaut-elle ?

A Augusta, la population afro-américaine ne se révoltait pas pour rien : elle manifestait contre l'assassinat (un de plus !) d'un détenu noir par les policiers d'une prison. Aussitôt, Lester Maddox, gouverneur ultra-raciste bien connu de l'Etat de Georgie, lança ses gardes nationaux et ses flics, avec ordre de tirer à vue (« Non à l'anarchie ! »). Toute la nuit, des affrontements violents opposèrent la police à des milliers de Noirs en colère. Résultat prévisible : voitures renversées, magasins pillés et incendiés, état d'urgence proclamé, etc. Emportées par une folie raciste meurtrière, les autorités d'Augusta allèrent jusqu'à refuser de ramasser les blessés. Ceux-ci avaient en effet le double inconvénient d'être à la fois noirs et sous-prolétaires...

A Jackson, ce n'était pas des sous-prolétaires mais des étudiants qui étaient visés — et abattus. C'est pourquoi la presse bourgeoise s'est réveillée de sa torpeur. Mais ces étudiants étaient noirs : c'est pourquoi elle ne s'est réveillée qu'à moitié. Surtout, ces étudiants manifestaient cette fois pour une raison qui préoccupe aujourd'hui l'Amérique tout entière : le Vietnam. Ils protestaient en effet parce que, sitôt leur diplôme obtenu, la plupart des étudiants noirs sont immédiatement envoyés à la boucherie du Sud-Est asiatique.

Combien de vies « gauchistes » une vie « apolitique » vaut-elle ?

Dans le Kent, enfin, il s'agissait d'étudiants qui avaient non seulement l'honneur d'être blancs et pas sous-prolétaires, mais aussi l'honneur sans prix d'être de « bons » Américains — pas des « gauchistes », pas des « vauriens », pas des « vietniks » et autres « casseurs », non, de « bons » Américains, étudiant dans une université considérée comme un modèle d'université pour Américains modèles et « silencieux ».

Ce fut plus que n'en put supporter la presse américaine et européenne. Si ces malheureux avaient été des « casseurs », elle aurait, certes, réagi plus vivement que pour des « casseurs » à peau noire, mais en conservant son sang-froid habituel. Mais à travers d'« honorables » victimes, c'était toute l'Amérique « sérieuse et responsable », toute l'« Amérique silencieuse » que Nixon bafouait — et, à travers elle, tout le « monde libre ». D'où la colère de l'opinion publique américaine et les « excuses » précipitées de Nixon qui, en distinguant les « vauriens » des contestataires respectables, essaya de faire comprendre à ses concitoyens que le problème n'est pas d'empêcher les autorités de tirer à vue, mais de faire en sorte que les balles ne frappent désormais que les « casseurs ». Comme vient de le déclarer le vice-président Agnew, le but est de « séparer les groupes de la société qui persistent à manifester une conduite antisociale (...) des autres éléments de la société qui peuvent travailler ensemble et aller de l'avant dans l'intérêt des Etats-Unis ».

Les Noirs et le Vietnam

Le président et le vice-président américains seront-ils entendus ? L'empressement avec lequel Nixon a ordonné une enquête sur la tuerie de Jackson signifierait-il une volonté de prévenir les attaques de ceux

qui auraient l'idée perverse de remarquer que les poids et mesures différents servent à juger de la valeur d'une vie — selon la race et selon la classe ? En réalité, Nixon n'a été guidé ici que par une seule idée : éviter à tout prix que la question noire soit politiquement liée à la question vietnamienne.

Jusqu'à la tuerie de Jackson, les Noirs s'étaient abstenus de participer aux manifestations pour le retrait U.S. du Vietnam. Non pas par manque d'envie (ils sont les premiers concernés par la question), mais parce qu'ils savent d'expérience que, lorsqu'un Noir reçoit une balle, il ne s'agit jamais d'une balle perdue. Quelques jours avant les meurtres de Jackson, un étudiant noir de Greensboro (Caroline du Nord) faisait remarquer au reporter de « Newsweek » : « Un gosse noir a été tué à Greensboro, l'an passé, et personne ne s'en est ému. Aujourd'hui, quelques gosses blancs sont tués dans le Kent, et tout le monde veut manifester. »

Ce qui ressort en tout cas des réactions différentes de la presse bourgeoise selon la race, la classe et l'appartenance politique de ceux que la police américaine assassine, c'est leur caractère « international ». Après avoir très discrètement rapporté la tuerie d'Augusta, la presse bourgeoise française s'est efforcée de relier celle de Jackson à celle du Kent, en se gardant soigneusement d'établir un parallèle entre les trois événements.

Alors que les étudiants de Jackson se révoltaient d'abord en tant que Noirs, c'est-à-dire d'opprimés politiques, et en second lieu, seulement, en tant qu'Américains, cette presse a passé sous silence leurs motivations profondes. Elle a cherché à faire oublier qu'un étudiant noir est et se sent politiquement plus proche d'un travailleur noir que d'un fils de bonne famille blanche et silencieuse. Elle a tenté, une fois de plus, de faire oublier que les émeutes raciales sont avant

tout, aux U.S.A., comme ailleurs, des émeutes politiques qui mettent en cause le désordre établi.

L'importance respective qu'elle a consacrée aux trois événements revient à dire à Nixon : élimine tant que tu veux les Noirs, les prolétaires, les « casseurs », mais ne touche pas à la « majorité silencieuse ». Nixon a compris. La voici rassurée.

Travailleurs noirs, étudiants noirs, étudiants blancs, solidaires

Malheureusement pour elle, nombre d'étudiants blancs ont eux aussi compris qu'à travers leurs camarades noirs de Jackson c'était non seulement le mouvement noir, mais toute l'avant-garde étudiante qui était visée.

Aussi, la grève des universités, qui avait cessé dans bien des cas, a-t-elle été relancée. Ce mouvement de solidarité antiraciste revêt une importance d'autant plus grande que les Noirs s'organisent à présent pour de nouvelles marches de protestation. Du reste, le pasteur Abernathy, successeur du pasteur King, associe explicitement la répression anti-noire à la répression anti-étudiante. Du coup, les victimes d'Augusta font l'objet d'enquêtes minutieuses qui eussent bien étonné feu Martin Luther King (d'autant qu'elles révèlent une vérité gênante : les 6 victimes ont toutes été atteintes dans le dos...).

Ainsi, les contradictions de la société U.S. sont telles aujourd'hui que la liaison Kent-Jackson-Augusta s'impose malgré tous les efforts entrepris pour distinguer ces trois « incidents ». La lutte des Afro-Américains et celle des étudiants U.S. n'est plus seulement liée « en théorie » : à travers un dénominateur commun, le Vietnam, cette liaison se matérialise enfin, et le temps n'est plus éloigné où des dizaines de milliers de militants noirs et blancs se retrouveront côte à côte face aux fusils des gardes nationaux. □

Cameroun

Une élection pour rien

Nyemeg Hot

Les électeurs camerounais étaient appelés aux urnes le 29 mars dernier pour procéder au renouvellement du mandat du Président de la République arrivé à terme.

Cet événement a priori d'une grande portée nationale, n'a apparemment suscité aucun intérêt ni au Cameroun, ni à l'étranger où l'information a juste pris place parmi les faits divers dans les journaux. Le contraste est fort éloquent si l'on se rappelle le branle-bas provoqué par la récente campagne électorale dans un autre pays africain d'obédience française, le Dahomey, où s'affrontaient dans la plus pure tradition de démocratie bourgeoise, une bonne quintette d'anciens présidents et chefs d'Etat.

Les lendemains de l'Indépendance

C'est qu'au Cameroun ex-territoire sous tutelle de l'ONU devenu indépendant le 1^{er} janvier 1960, les séquelles d'une vigoureuse lutte de libération nationale qui occupa pendant plus d'une décennie la scène africaine, n'ont pas été effacées.

M. Ahidjo n'a pourtant pas ménagé ses efforts pour combler l'important fossé qui le séparait des masses. Beaucoup sont ceux qui à l'étranger lui reconnaissent une certaine réussite, surtout quand on se souvient qu'il y a quelques années, M. Ahidjo se trouvait au creux de la vague et ne donnait pas l'impression de pouvoir vaincre une hostilité populaire entretenue de main de maître par les orfèvres en agitation de

l'U.P.C. (Union des Populations du Cameroun) (1).

Celle-ci ne lui reprochait-elle pas d'être de la petite minorité de « pro-colonialistes » camerounais qui durant la lutte de libération nationale allaient jusqu'à nier l'aptitude d'un peuple noir à s'administrer lui-même ? Comment cet « homme des Français » pouvait-il effacer ce passé de collabo et convaincre ses concitoyens de ses sentiments nationalistes ?

Douze ans après son intronisation, M. Ahidjo est toujours au pouvoir, et les chiffres qui ressortent de la récente consultation électorale, comme de celles qui l'on précédée portent à conclure à une certaine viabilité du régime dont il est l'incarnation.

En vérité, il ne s'est pas passé d'élections au Cameroun depuis dix ans. La dernière consultation qui se soit déroulée ici avec une certaine dose de crédibilité, remonte au dernier référendum constitutionnel organisé peu après l'accession du pays à l'indépendance en 1960, sous l'influence d'une opinion internationale constamment éveillée par la gravité de la situation intérieure. Ce référendum se solda par un échec gouvernemental d'autant plus significatif que la principale force de l'opposition, l'U.P.C. n'avait pu mener une campagne électorale officielle et s'était contentée de donner des consignes de vote par l'entremise de sa presse clandestine.

Pour M. Ahidjo, la preuve était faite que toute consultation électorale tant soit peu dé-

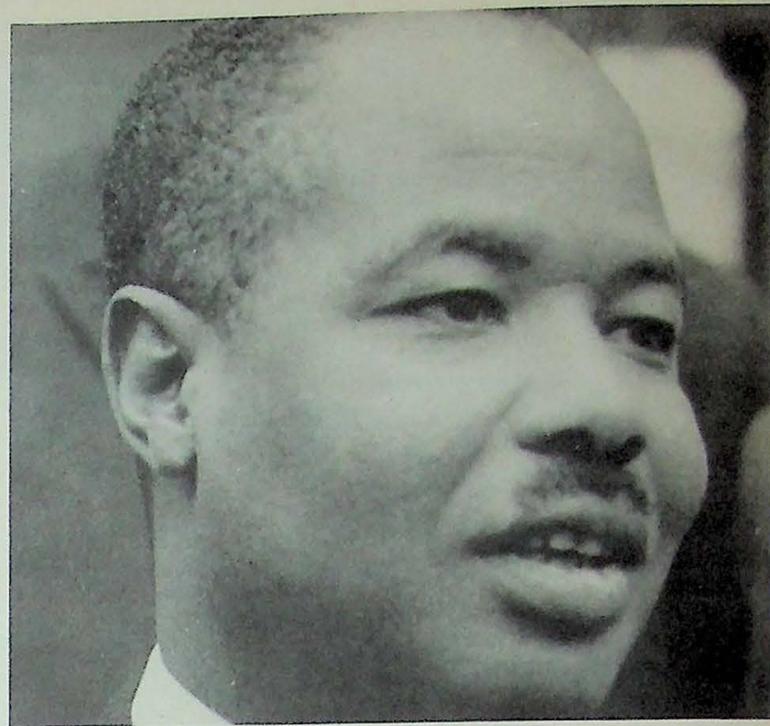
mocratique ne pouvait que multiplier les périls qui menaçaient son gouvernement. Pour tenter de redresser la situation politique et rassurer les hommes d'affaires étrangers qui faisaient les plus sombres prédictions sur l'avenir du jeune Etat et qui n'étaient pas pressés d'investir dans ce pays aux ressources naturelles aussi importantes qu'inexplorées, mais sur lesquelles pesait d'un poids écrasant l'hypothèque de l'U.P.C., Ahidjo — soutenu en cela par ses amis français — se persuada que la seule issue était dans l'instauration d'une dictature personnelle, assortie de mesures privatives des libertés individuelles et démocratiques. Un brutal tour de vis fut donc donné à la démocratie déjà caricaturale laissée par la France et qui était encore en vigueur aux premières heures de l'indépendance.

Contrairement aux clauses constitutionnelles, la première élection du candidat unique Ahidjo à la tête du pays se fit non pas au suffrage universel, mais à l'Assemblée nationale.

Une dictature à la grecque

La tension persistant dans la plupart des régions du sud, l'état d'urgence fut proclamé, le couvre-feu prit un caractère presque permanent dans certaines régions. Les quartiers furent quadrillés, les villages aménagés en camps de regroupement. Une série de décrets-lois présidentiels pris entre 1962 et 1963, instituèrent des tribunaux d'exception dont les décisions ne sont pas susceptibles de recours, tandis que l'entrée du pays était fermée aux avocats et journalistes étrangers. Les déplacements des citoyens à plus de 5 kilomètres hors de leur résidence habituelle furent soumis au laissez-passer. La nouvelle législation interdisait aussi l'écoute des radios étrangères, le « recours à la générosité publique, les réunions dans la rue de plus de deux personnes. Un décret interdisait de « faire des commentaires tendancieux de nouvelles justes », un autre soumettait tout article de presse à l'autorisation du préfet de la localité. Les biens des opposants au régime furent déclarés biens publics, les postes récepteurs transistors systématiquement saisis.

En 1962, un nouveau pas vers le totalitarisme néo-colonialiste était franchi, avec l'interdiction de ce qui restait des partis d'opposition au Cameroun oriental. Les dirigeants de ces partis furent jetés dans les prisons où étaient déjà parqués des milliers de militants de l'U.P.C. En septembre 1968, les partis politiques au Cameroun occidental ex-britannique étaient à leur tour dissous et intégrés de force dans le parti



M. Ahidjo

A.D.N.F.

gouvernemental de « l'Union Nationale Camerounaise » qui devint ainsi le parti unique sur l'ensemble de la Fédération.

C'est dans ce climat de dictature politique, d'où est bannie toute velléité des libertés individuelles et démocratiques, et qui rappelle étrangement l'actuel régime grec, que se déroulent depuis de nombreuses années les consultations électorales au Cameroun.

La seule volonté qui compte vraiment, c'est celle du Président de la République. Même au sein du parti unique, Ahidjo seul désigne les candidats qui sont officiellement investis par l'état-major national du parti. C'est ainsi que malgré une popularité certaine dont il jouit dans la partie occidentale du pays, M. John Ngu Fencha — qui, jusqu'à dimanche dernier, était encore le vice-président de la Fédération et le second personnage de l'Etat —, n'a pas été choisi par Ahidjo pour le second dans son prochain mandat. Il lui a été préféré le pro-Américain Muna Tandem, personnage peu connu des masses et qui a été nommé au poste de Premier ministre du Cameroun occidental. Si M. Muna est très peu connu des Camerounais, il jouit par contre d'une très grande estime à Washington et c'est sans doute pour marquer les nets progrès réalisés par les Américains dans leur infiltration tranquille dans ce pays que M. Muna vient d'être porté au poste de second personnage de l'Etat.

La farce électorale

Quant à ce qui concerne le déroulement même du scrutin, c'est un modèle de farce électorale. Non seulement les électeurs camerounais n'ont pas la possibilité de choisir entre plusieurs candidats, mais il ne leur est même pas permis de choisir entre le « pour », le « contre » ou l'abstention, un seul bulletin leur étant présenté à leur arrivée au bureau de vote. En plus, ils sont astreints à aller voter, ceux qui s'y refusent pouvant être taxés de sub-

version upéciste, avec toutes les conséquences tragiques d'une pareille accusation. Un cachet spécial est apposé sur la carte d'électeur des votants, pour permettre de dépister tous ceux qui, pour une raison ou une autre, se désintéresseraient de leur devoir de « vote ». Suprême précaution, dans les bureaux de vote où les agents du régime débordent de zèle, il n'existe pas d'isoloir, les électeurs étant purement et simplement priés de voter à découvert. Ceci pour éviter le vote blanc ou nul. Tout ce stratagème n'exclut d'ailleurs pas le truquage des chiffres, au cas où certains « imprévus » venaient à être relevés.

Oui ! Les élections camerounaises, c'est un peu l'histoire de ce prélat de l'Ouest Cameroun qui, tout rayonnant dans sa robe épiscopale, se présenta un jour devant un bureau de vote de sa circonscription pour accomplir son devoir électoral. Comme on lui présentait le bulletin portant le nom d'Ahidjo, il demanda benoîtement : « Où sont les autres candidats ? » « Il n'y a pas d'autres candidats », répondit-on. « Alors, dans ce cas, il n'y a pas d'élection », conclut le prélat qui déchira le bulletin et s'en fut.

Combien d'électeurs camerounais auraient voulu imiter ce geste de l'évêque, s'ils étaient certains de ne pas provoquer de cette façon leur propre perte ? Telle est la question qu'on pourrait se poser au lendemain de cette élection qui vient de voir le « triomphe » de M. Ahidjo avec un taux de participation de plus de 90 % et des votes favorables à près de 100 %. Nous ne pensons pas, quant à nous, que la source d'opposition du peuple camerounais à une mainmise néo-colonialiste indéniable puisse être enrayerée par les seules méthodes dictatoriales et policières, ni que les problèmes de M. Ahidjo puissent être résolus à long terme au moyen d'élections-bidon. □

(1) L'U.P.C. fondée en 1948, affronta les autorités coloniales jusqu'à l'indépendance du pays.

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Bely, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
32 000 exemplaires

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil

141, boulevard de Sébastopol
PARIS (2^e) - Tél. : 236-61-84
Com. Parit. n° 37.392

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Polssonnière, Paris 9^e.

La nouvelle société

Rémy Grillault

Jusqu'en 1962, la Tunisie donnait d'elle-même l'image d'un pays à la recherche de son mode de production et la stratégie du développement posait des problèmes théoriques autrement plus complexes que la libération nationale, thème qui avait jusqu'alors assuré la cohésion sociale autour de la petite bourgeoisie conduite par Bourguiba.

La « voie destourienne »

Après de multiples hésitations provoquées par la crainte des dissidences réelles ou potentielles, animées par les fractions les plus conservatrices de la grande bourgeoisie foncière, on opta pour ce qu'il est convenu d'appeler « la voie destourienne vers le socialisme » qui comprenait outre un verbiage tendant à nier la lutte de classes, deux options essentielles : la création d'un secteur économique d'Etat et la mise au point d'une profonde réforme agraire basée sur la mise en coopératives progressive des terres.

A cet effet, il avait été créé un secrétariat d'Etat au Plan dirigé par M. Ahmed Ben Salah auquel incombait la tâche redoutable de promouvoir une politique relativement audacieuse sans provoquer de remous parmi les catégories sociales

concernées. L'arrivée à échéance du 1^{er} plan quadriennal (1965-1968) devait appeler chacun à faire le bilan d'une telle entreprise.

Le bilan de la politique agricole est, il faut le reconnaître assez désastreux, non que la réforme ait été erronée dans son principe mais parce qu'elle fut mise en application de façon partielle, autoritaire voire brutale, sans contrôle des intéressés.

Si la première phase touchant aux anciennes terres coloniales et à certaines petites exploitations du Centre et du Sud tunisien devait s'achever sans trop de difficultés à la fin de 1968, la généralisation du système, au début de l'année dernière devait rencontrer la réaction des grands propriétaires terriens du Nord et de l'Ouest du pays qui s'efforcèrent non seulement de faire valoir leurs intérêts par le truchement de leurs mandataires gouvernementaux, mais de lancer une campagne visant à liquider purement et simplement le secteur coopératif.

Au-delà des « agissements » de Ben Salah

La chose était aisée d'autant plus que les résultats de celui-ci apparaissent indéniablement en retrait par rapport à la pé-

riode coloniale (baisse des rendements, endettement bancaire très élevé, investissements faits à tort et à travers, insuffisance technique de l'encadrement, etc.).

Naturellement, toutes les analyses « libérales » font abstraction des méthodes coercitives employées et l'on sait, d'après l'exemple cubain, que sans l'adhésion et le contrôle révolutionnaire des paysans aucun objectif ne peut être atteint. D'autre part, on omet toujours de se référer au secteur privé et de comparer les résultats, ce qui pourtant pourrait ébranler certaines idées reçues sur la « rentabilité ».

Toujours est-il que, réalisant l'alliance des petits propriétaires « spoliés » et de la grande bourgeoisie terrienne en passe de l'être, le pouvoir a atteint un double objectif : éliminer Ben Salah, qui devra répondre devant une Cour spéciale de ses « agissements », et instaurer un retour très net au libéralisme en réaffirmant vigoureusement la coexistence dans tous les secteurs de trois modes de propriété, public, coopératif et privé. Ceci revient à constater l'échec d'un socialisme agraire octroyé d'en haut et qui ne peut d'ailleurs objectivement fonctionner tant qu'il ne s'agit que de la socialisation des moyens de production, et que les échanges ressortent de l'économie de marché, obligeant chaque unité à fournir un effort de productivité démesuré par rapport à ses capacités réelles.

Au profit de l'élite bourgeoise

Le manque de discipline des petits agriculteurs n'est autre que la réaction contre un système qui, globalement, continue à fonctionner selon des normes capitalistes. Les coopératives, écrit K. Marx, « sont elles-mêmes au sein de la forme ancienne la première brèche faite à cette ancienne forme, quoique naturellement dans leur organisation réelle partout elles reproduisent forcément toutes les défauts du système existant » (Capital, livre III). Ainsi, après le renversement en Algérie de Ben Bella (coup d'Etat du 19 juillet 1965) et le démantèlement consécutif du secteur autogéré, la mise à l'écart et la condamnation certaine de Ben Salah constituent un nouveau coup porté à la paysannerie du Maghreb, même si Ben Salah n'était en définitive qu'un technocrate placé aux avant-postes de la réforme par la bourgeoisie bureaucratique. Désormais, soli-



Ben Salah et Bourguiba en 1955.

Agip

dement installée aux commandes de l'administration, des sociétés nationales et des secteurs clefs, après avoir réalisé sa jonction avec des éléments de l'ancienne bourgeoisie, cette soi-disant élite jouit d'un niveau de vie sans commune mesure avec celui de la majorité des Tunisiens et entend bien maintenir le statu quo.

Dans les autres secteurs, il apparaît également que le développement s'effectue au profit de cette classe, qui ne se trouve nullement gênée, bien au contraire, par les nationalisations d'anciennes entreprises coloniales et des banques et qui est même conviée, à titre privé, à « doter la nouvelle société d'assises modernes et acceptées ». (La revue d'affaires « Marchés tropicaux et méditerranéens » se réjouit naturellement de cet état de faits et appelle les investisseurs étrangers à s'associer à cet effort.)

Autoritarisme et paternalisme

En fait, l'existence des sociétés nationales reflète le rôle prépondérant de l'Etat et limite la poursuite de l'exploitation des richesses naturelles du sol et du sous-sol par des

groupes étrangers. Cette situation pourtant ne garantit pas la non-ingérence des intérêts étrangers et l'Etat lui-même n'y est pas hostile et s'associe volontiers avec des groupes privés pour réaliser certains projets (raffinerie, usine d'engrais). De plus, à la faveur de l'intervention d'assistants techniques étrangers, ces sociétés fonctionnent selon des normes strictement capitalistes et confèrent la totalité du pouvoir à des présidents directeurs généraux maniant alternativement l'autoritarisme face à une classe ouvrière encore peu organisée et le paternalisme le plus « social ». N'ayant aucune possibilité de contrôle, mystifiés par la propagande quotidienne entretenue par voie de presse et de radio, menacés par l'appareil répressif du Parti, les travailleurs et les paysans tunisiens n'ont pour l'heure ni conscience de classe, ni accession à un projet socialiste authentique. Il est vrai que les travailleurs restent numériquement affaiblis et en sont à leur premiers pas dans les luttes politiques de classe. Mais en Tunisie, comme ailleurs, si la prise de conscience politique et l'exigence de contrôle économique et social peuvent être retardées, elles ne seront pas indéfiniment empêchées.

Ouvert de 9 h à 19 h
Samedi de 9 h à 13 h

54, boul. Garibaldi, Paris 15^e
C.C.P. 58.26.65

librairie tribune socialiste

EDITIONS MASPERO

- LES SOCIALISTES AVANT MARX, Gian Mario Bravo (3 vol.) chaque volume 6,15
- LE PILLAGE DU TIERS MONDE, P. Jalée. 6,15
- HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN, W. Abendroth 6,15

EDITIONS ANTHROPOS

- MARX ET ENGELS, D. Riazanov 15,00
- LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, N. Boukharine 20,00
- L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, N. Boukharine 15,00
- CRITIQUE DE LA SOCIETE, T.-B. Bottomore 20,60

EDITIONS SOCIALES

- MATERIALISME HISTORIQUE ET HISTOIRE DES CIVILISATIONS, A. Pelletier et J.-L. Goblot 10,00
- CRITIQUE DES PROGRAMMES DE GOTH A ET D'ERFURT, Marx, Engels 3,50

Information

Jacques Galus a eu la curiosité d'écouter Europe n° 1 ces derniers jours. Il note une singulière obstination à déformer les faits.

Page 19

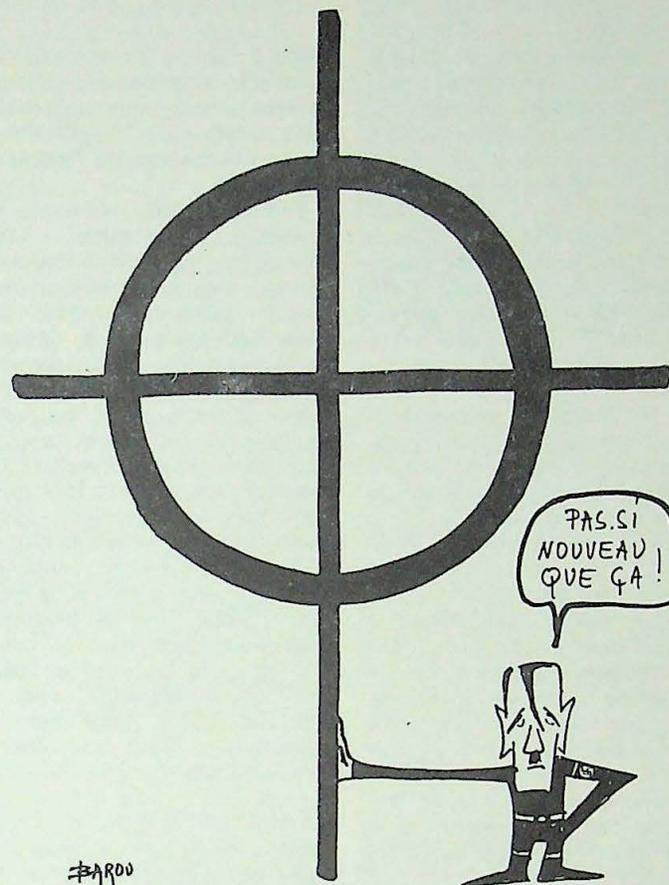
Débat

De « fascistes », les gauchistes sont devenus « gens qui se trompent de bonne foi ». Pierre Gautier analyse les variations de la presse communiste.

Page 20

A la porte, Marcellin !

Jean Verger



- Le meeting d'« Ordre Nouveau », à la Mutualité, a été entièrement conçu, fabriqué, protégé par les hommes de Marcellin :
- Le collage des affiches annonçant le meeting a été réalisé sous la protection ou sous l'œil bienveillant de la police.
- Dans l'enceinte de la Mutualité, plusieurs centaines d'inspecteurs ou de policiers en civil contribuaient à boucher les trous.
- Dehors, 3.000 policiers ou plus étaient prêts à « casser du gauchiste » en cas de contre-manifestation.
- Les apologies du meurtre et de la violence « fusillez Jean-Paul Sartre ! et les manifestations d'antisémitisme se sont répétées avec la complicité active de Marcellin et de son adjoint Grimaud.



Non content de ses effectifs pléthoriques de flics de toutes sortes et de leurs auxiliaires des C.D.R., Marcellin voudrait, en plus, susciter le développement de forces fascistes sur lesquelles il pourrait se reposer pour opposer un contre-feu au développement du courant révolutionnaire.

Notre apprenti sorcier croit connaître ses classiques : le développement du mouvement hitlérien dans l'Allemagne de 1925, la naissance du fascisme italien, et celle, toute proche, du régime des colonels, en Grèce, voilà un rempart solide contre la révolution. « Z » n'est pas loin, tout au moins dans la tête de Marcellin qui, dit-on, a trouvé de nouveaux loisirs dominicaux dans la visite fraternelle des casernes de

C.R.S. et autres corps spécialisés.

Les casseurs sont à l'U.D.R.

Mais, heureusement, les bases sociales du fascisme n'existent pas en France, tout au moins pas pour le moment :

- La petite bourgeoisie exaspérée n'en est pas encore à attendre son führer et semble plutôt se prendre de sympathie pour le courant socialiste ;
- Les éléments les plus défavorisés de la classe ouvrière n'ont pas oublié les espoirs d'« Mai 1968 » ;
- Une partie de la petite paysannerie condamnée à la

prolétarianisation rejoint le combat socialiste.

Le renforcement d'un courant authentiquement fasciste est donc une idée abstraite qui germe dans certaines têtes bien intégrées au pouvoir actuel et dont Marcellin est — si l'on peut dire — l'une des plus éminentes.

Mais l'opération « Ordre nouveau » ne constitue qu'une des facettes de la stratégie de notre Fouché au petit pied.

Pendant que Pompidou, hanté par la révolution - qui - n'est - pas - à - notre - porte (mais où est-elle donc ?) en appelle à la « majorité silencieuse » d'autres, pour stimuler cette fameuse « majorité », s'évertuent à manier la bombe et l'explosif : Tous les groupes gauchistes ont tenu à se désolidariser pu-

bliquement des attentats qui se déroulent en différents points du territoire. Il a fallu l'arrestation par hasard d'un responsable chevronné de l'U.D.R. de Besançon, Marcel Schenardi, l'un des auteurs de l'attentat à la bombe commis dans la nuit du 9 au 10 mai contre le palais de justice de cette ville, pour qu'éclate enfin la vérité évidente : les cas-seurs sont à l'U.D.R.!

La besogne de routine

La grande idée qui fait son chemin dans les cerveaux de la racaille gaulliste (l'imagination n'est pas au pouvoir chez ces gens-là) c'est toujours de miser sur « la peur » pour faire triompher leurs ambitions électorales. Les auteurs de l'attentat de Besançon, nous dit « le Monde », ont agi « afin de sensibiliser l'opinion publique contre les « gauchistes » et de provoquer une répression policière plus ferme. » Voilà qui est clair. Voilà une phrase que Laurent Salini, de « l'Humanité », devrait relire tous les soirs avant de rédiger ses articles du lendemain.

Mais revenons à notre Marcellin : la protection active des fascistes d'Ordre nouveau, sa collusion active avec les basses besognes des C.D.R. et autres S.A.C., ne suffisent évidemment pas : il faut mener la besogne quotidienne « de routine ».

On saisit encore une fois la Cause du peuple (avant même que le dépôt légal ait été effectué, par conséquent sans en connaître le contenu) : on veut faire entrer dans les mœurs le délit d'opinion (quand l'opinion en question est à gauche, évidemment).

Face au fantôme de Mai

Au centre d'Assas, on se sert de la présence d'un petit groupe fasciste que les étudiants auraient facilement extirpé de la faculté, pour faire donner les flics et leur matraques... sur les étudiants antifascistes ! (Passet, le directeur du centre d'Assas, qui a subi la pression du pouvoir pour appeler les flics, s'est donc conduit comme un allié objectif de Marcellin).

La répression aveugle (contre la gauche révolutionnaire) s'intensifie. Elle démontre, une fois de plus, à quel point le fantôme de Mai hante les hommes du pouvoir.

Elle obligera, de plus en plus, les militants du P.C.F. et même leurs dirigeants à se solidariser « objectivement » du courant révolutionnaire, visé par la répression. Des nervis de l'U.D.R. de Besançon, du fils du député U.D.R. Kaspereit, auteur de l'agression contre J.-P. Speller, à Marcellin, la filière est continue. Camarades du P.C.F., avec nous, criez fort : « A la porte, Marcellin ! » □

Assas

Les vrais provocateurs

Alain Moutot

Impunément les façades des artères les plus importantes de la capitale ont pu être systématiquement recouvertes d'affiches appelant au meeting d'Ordre Nouveau. Quand on sait les difficultés d'exécution qu'il faut affronter en la matière pour échapper à la surveillance de la police, on en conclut que, ou bien, la vigilance n'est pas aussi stricte pour les organismes d'extrême droite, ou bien, que la poignée d'adhérents auxdits organismes n'a pas pu, elle seule, effectuer ce super-collage et a dû certainement faire appel à l'aide bienveillante des S.A.C. et autres C.D.R.

Pour protester contre la tenue d'un meeting fasciste à Paris et envisager une riposte qui dépasse l'appel indigné, quelques centaines de militants étudiants s'étaient réunis mercredi 13 mai, dans le hall de la nouvelle faculté de droit, rue d'Assas ; ils entendaient dénoncer la mansuétude dont fait preuve le gouvernement à l'égard des groupuscules fascistes.

Blessés et arrêtés

Sous un prétexte futile et à la demande du doyen, la po-

lice surgit envahissant les abords et l'enceinte du centre Assas pour matraquer tout étudiant qui se trouvait à sa portée.

De nombreux témoignages concordent pour dire que les policiers s'acharnèrent sur des personnes tombées à terre si bien que la garde mobile dut intervenir pour tempérer leur ardeur répressive.

Profitant d'un si bon exemple, des éléments d'extrême droite attaquèrent enseignants et étudiants aux cris de « Ce sont tous des Juifs ». Résultat : une trentaine d'étudiants blessés. Mais ce furent les militants gauchistes qu'on arrêta.

En tout : neuf étudiants inculpés dont cinq ont été placés sous mandat de dépôt. Pour les autres, les vrais provocateurs, ceux pour qui les méthodes fascistes en elles-mêmes servent d'idéologie, des plaintes furent portées. M. Passet, directeur du centre Assas, déclare quant à lui dans un communiqué qu'il ne tolérerait « aucune prise de contrôle, même limitée, sur l'établissement ». Mais quelles mesures sont prises

pour autant contre ces groupes armés d'extrême droite qui agissent au vu et au su de toute l'administration de la fac., alors qu'on lâche avec empressement une police déchainée sur une assemblée d'étudiants ?

Les taillis du pouvoir

Pour dénoncer cette répression qui s'exerce toujours dans le même sens, un meeting se tenait dans la faculté le vendredi suivant, à 20 h.

Il paraît clair qu'actuellement l'utilisation de ces groupes, parallèlement à la répression policière directe, fait courir des dangers au combat révolutionnaire, surtout si les revendications des masses venaient à dissiper trop rapidement les illusions de la « nouvelle société ». Il faut s'organiser contre cette complicité concrète du pouvoir et des groupes qu'il manipule à sa guise. La ronce fasciste ne saurait cacher plus longtemps le taillis du pouvoir. Une riposte urgente sans exclusive aucune contre toutes ces formes de répression est à l'ordre du jour. □

D'accord camarade Salini ?

Dans l'Humanité du samedi 16 mai, Laurent Salini, dans un article intitulé « AUXILIAIRES DU POUVOIR » montre à juste titre, que les auteurs des attentats récents, comme le démontre l'affaire de Besançon, sont liés au pouvoir. Il souligne également la complaisance du pouvoir vis-à-vis des fascistes d'« Ordre Nouveau ». Il souligne que le pouvoir veut empêcher le « rassemblement des victimes d'une politique néfaste ».

Jusque-là, nous ne pouvons qu'approuver. Mais, immédiatement après avoir rappelé au « rassemblement », Laurent Salini conclut : « Dès lors, quiconque fait preuve d'indulgence à l'égard de la violence, quiconque se refuse de tracer entre le mouvement démocratique et les casseurs une frontière nette, quiconque prétend imposer à ce mouvement des mots d'ordre excessifs et de nature à diviser au lieu d'unir fait — qu'il le veuille ou non — le jeu du pouvoir ».

Cette phrase sybilline, marque une certaine gêne : A qui s'adresse-t-elle ? Au P.S.U. ? Pourquoi cette absence de précisions ?

D'autre part, il est curieux de constater que ce soit sur la notion de violence en général, dont il demande la condamnation, que Laurent Salini établit la ligne de démarcation entre ceux qu'il faut unir... et les autres.

Rappelons que si nous condamnons le terrorisme individuel, nous ne condamnons pas, loin de là, la violence révolutionnaire des masses : nous approuvons la violence révolutionnaire des ouvriers de Vallourec...

Quant à l'unité, nous sommes bien d'accord pour qu'elle se fasse entre toutes les victimes de la politique gouvernementale : y compris, bien entendu, les victimes de la répression policière, à savoir les gauchistes.

D'accord camarade Salini ? □

Information

Vérifiez...

Jacques Galus

Le 10 mai 1968, un journaliste d'Europe 1, eut la malencontreuse idée de dire à l'antenne que les forces dites de l'ordre lançaient des grenades dans les appartements. Il se fit vertement tancer par J. Paoli qui lui demanda de vérifier ses informations alors qu'il ne faisait

que son métier en relatant ce qu'il voyait de ses propres yeux.

Gauchistes = casseurs

Certains ont pu toutefois penser qu'il s'agissait d'un louable souci d'objectivité et de recul par rapport à l'événement. S'il leur fallait une preuve supplémentaire qu'il ne s'agissait en fait que de servir les intérêts du pouvoir, il l'ont eue ces derniers jours pour peu qu'ils aient écouté Europe 1 et en particulier André Arnaud. De flashes en journaux, il va nous relatant les multiples violences et dégradations commises par « les gauchistes ».

Ainsi, le jeudi 14 mai, un incendie éclate à l'Institut Universitaire de Technologie de Grenoble à 18 h 30. A. Arnaud ouvre son journal de 19 h en annonçant un nouvel attentat gauchiste, à preuve, dit-il, le fait que le feu a éclaté en

trois endroits : un correspondant obtient la relation d'un témoin qui se montre beaucoup plus circonspect. Mais notre journaliste n'en a que faire : il faut que les gauchistes cassent.

Deux heures plus tard, nous apprenons, sur les ondes de France-Inter, peu suspecte de sympathie pour les gauchistes, que, pour les autorités locales, il ne fait aucun doute que le feu a pris à partir d'un banal court-circuit.

Des pots trop vite cassés

Pauvres journalistes d'Europe 1 qui durent, pendant toute la soirée, naviguer entre deux eaux pour racommoder les pots trop vite cassés par A. Arnaud, avant d'étouffer l'affaire.

Malheureusement le ridicule ne tue plus, ce qui permet à A. Arnaud de continuer son cirque... Dommage. En tout cas, à trop vouloir prouver, on ne montre rien... tant mieux. □

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15 04

Permanent de 14 h à 24 h

Butch Cassidy
et le Kid

Renverser la vapeur

Pierre Gautier

La logique n'est pas le fort des analyses du P.C.F. sur le « gauchisme » ou de ses considérations sur les organisations qui le critiquent d'un point de vue révolutionnaire. Pendant toute une période la presse communiste nous a enseigné que les « gauchistes » employaient des méthodes fascistes, puisqu'ils avaient recours à la violence (la plupart du temps défensive). A partir de vues aussi vagues, tout ce qui dépassait la légalité de la V^e République pompidolienne pouvait effectivement être qualifié de fasciste. Et il s'en est fallu de peu pour que les théoriciens du P.C.F. ne viennent nous parler d'un fascisme de gauche comme les penseurs patentés du « Figaro » ou du « Journal du Dimanche » (Jean d'Ormesson par exemple). Pour leur bonheur ils se contentèrent (si l'on peut s'exprimer ainsi) de dénoncer les agissements fascistes de groupes qui se réclament de la droite ou de la gauche.

Où l'on doit changer de batteries...

Il était en réalité pour le moins curieux de traiter de cette façon des groupements dont l'idéologie était d'inspiration marxiste, car c'était admettre qu'en politique des organisations peuvent naître et se développer en propageant des vues qui sont directement opposées à leurs objectifs réels. Il est clair bien sûr que la démagogie et la dissimulation jouent un rôle non négligeable dans les luttes, mais on ne connaît pas d'exemple d'organisation fasciste qui ait pu se camoufler totalement derrière un programme de tonalité marxiste. La démagogie anticapitaliste des fascistes ne les a jamais empêché de manifester qu'ils entendaient détruire le mouvement ouvrier organisé et débarrasser la société de tous les marxistes. Rien de tel, bien évidemment, chez les « gauchistes », ni dans la théorie, ni dans la pratique, même chez ceux qui sont les plus hostiles (en paroles !) aux organisations traditionnelles du mouvement ouvrier.

La direction du P.C.F. a dû sentir que cette égalité de traitement entre



AGIP

le gauchisme et le fascisme ne passait pas dans une grande partie de l'opinion publique. Elle a donc légèrement changé de batteries en accusant les « gauchistes » de faire le jeu du gouvernement et de M. Marcellin par leur irresponsabilité et leur aventurisme. Pour « l'Humanité », les gauchistes devenaient les « gauchistes Marcellin ». Mais là encore la position n'était pas facile à tenir : les « gauchistes Marcellin » se faisaient pourchasser et arrêter en grand nombre par la police qui ne fit preuve d'aucune indulgence à leur égard. Mieux, la grande presse bourgeoise fit de son mieux pour présenter ces fameux gauchistes et le P.S.U. comme le danger principal pour l'ordre social actuel. Par ailleurs, le secteur gauchiste, malgré ses divisions et ses maladies infantiles, fit la preuve de sa capacité à mettre en branle des campagnes de masse (transports, armée, bidonvilles, logements, etc.), sans qu'on puisse lui reprocher d'avoir cherché la provocation dans ce domaine. Lors du meeting à la Bourse du travail contre le projet de loi scélérate et lors de la manifestation du 1^{er} Mai, il montra dans sa grande majorité la volonté de participer au combat aux côtés des travailleurs communistes et c'est dans ces circonstances qu'on vit se répandre l'odieux slogan : « Les casseurs sont derrière. »

Etre... ou ne pas être... dans le mouvement ouvrier

Les polémiques qui éclatèrent à ce moment-là ne furent pas à l'honneur de la presse du P.C.F. et c'est sans doute à leur effet négatif sur l'opinion populaire que l'on doit une nouvelle façon d'aborder la question dans les prises de position du P.C.F. : seuls certains dirigeants gauchistes sont directement manipulés par le pouvoir, la grande masse des gauchistes, elle, est constituée de gens qui se trompent de bonne foi. Quand on dit cela, il faut évidemment ex-

minute

N° 422
Du 14 au 20 mai 1970
CHAQUE JEUDI - 2,50 F

LES
CASSEURS
FONT
LA LOI

DEMAIN,

LES

BOMBES !

Face à l'impuissance du Pouvoir, le plan du terrorisme rouge

pliquer sociologiquement et politiquement ces erreurs. C'est ce qu'a tenté Laurent Salini dans « France Nouvelle » le 13 mai 1970, en expliquant que le gauchisme prend sa source dans le passage de groupes entiers des classes moyennes au mouvement ouvrier et qu'il cherche à « imposer, de l'extérieur, au mouvement populaire, une ligne d'action qui le tronçonnerait, le priverait d'alliances, l'acculerait à de redoutables défaites. » Et un peu plus loin il ajoute : « Si révolutionnaire qu'il s'affiche, il est le contraire de la révolution. Mais à une époque d'effervescence, de grands mouvements sociaux, il a tendance à renaître de ses dérives, ce qui exige contre lui, un combat politique incessant. »

Analyse admirable ! Pensée rigoureuse ! Ainsi il apparaît que Laurent Salini écarte « des groupes entiers des classes moyennes qui contestent le régime » du mouvement populaire et qu'il les voue au purgatoire politique tant qu'ils ne reconnaîtront pas la direction infaillible de son parti. On croit rêver. Décidément, quand on défend une position fautive, on s'emmêle facilement les pieds. Il est vrai que la dialectique de Laurent Salini ne s'attache guère aux règles de la cohérence, car quelques lignes plus loin il nous apprend qu'une partie des cadres de la C.F.D.T. est influencée par le gauchisme. Il n'est donc pas si étranger que cela au mouvement ouvrier. Pour s'en convaincre il suffit d'ailleurs de consulter la presse de la C.G.T. qui, ces derniers mois, s'occupe particulièrement du « gauchisme » dans les entreprises. Sans doute le « gauchisme » est-il minoritaire dans la clas-

se ouvrière, sans doute commet-il des erreurs en fonction de l'origine étudiante de la plupart de ses cadres. Mais, même si de nombreux travailleurs ne lui manifestent aucune sympathie particulière, il est maintenant au cœur des batailles quotidiennes, beaucoup plus en tout cas que la social-démocratie d'Alain Savary ou de Claude Estier.

N'est-il pas temps d'abattre les barrières !

C'est pourquoi, dans les circonstances présentes, il est de notre devoir de poser au P.C.F. une question grave. Dans notre pays, comme dans beaucoup d'autres pays occidentaux, la lutte de classes s'accroît et s'aggrave. Le pouvoir, s'il n'est pas aux abois, rencontre beaucoup de difficultés et cherche à se stabiliser en divisant les rangs du mouvement populaire. Il veut empêcher que les ouvriers, les étudiants, les paysans, les techniciens et les petits commerçants, puissent joindre leurs forces contre lui. De ce fait l'exclusive jetée contre un secteur politique important qui a des liens avec presque toutes ces couches sociales lui facilite la tâche. N'est-il pas temps de renverser la vapeur ? N'est-il pas temps d'abattre les barrières qui s'opposent à l'unité ? Le « gauchisme » est un phénomène international ; pourquoi faudrait-il que le P.C.F. le condamne péremptoirement et définitivement pour notre pays alors qu'il reconnaît ses effets positifs pour les U.S.A. par exemple. Contre l'adversaire de classe on a besoin de toutes les forces. □

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65